



1975-2025 Vietnam, un peuple libre

Il y a un demi-siècle, les troupes du Front de libération entraient dans Saigon. Épilogue de la guerre impérialiste états-unienne et point de départ de la réunification. Reportages, récits historiques et témoignages à retrouver dans notre cahier central.

MERCREDI 30 AVRIL 2025 | N° 24184 | 2,90 € | www.humanite.fr

L'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

1ER MAI

Sophie Binet dénonce le naufrage de la politique du gouvernement qui conduit à des vagues de licenciements. La secrétaire générale de la CGT annonce une journée d'action interprofessionnelle début juin. P. 2

L'industrie est victime de la démission de l'État »





ÉDITORIAL

PAR LAURENT MOLOUD

Dans la farine

Mais quel est donc « l'angle » de ce 1^{er} Mai ? On imagine les rédactions des chaînes d'info en continuant à grosses gouttes face à cette angoissante question. Fort heureusement, les lobbys patronaux, bien relayés par une opportune proposition de loi centriste soutenue par le gouvernement, leur ont livré la réponse sur un plateau : les sympathiques boulanger et fleuristes « empêchés » de travailler... Depuis deux semaines, ça tourne en boucle. Élus de droite et médias bollorés, pris d'une soudaine empathie sociale, rivalisent de témoignages sur la nécessaire « liberté » que devraient avoir ces patrons artisans de faire bosser, en ce seul jour chômé et payé de l'année, les salariés souhaitant arrondir leur fin de mois. Personne ne doit être dupe. En faisant mine de défendre le pouvoir d'achat, les libéraux de tout poil, cyniques au possible, utilisent le temps symbolique du 1^{er} Mai pour mieux en démolir la portée, et le droit du travail avec.

Ce n'est pas en sabrant des jours fériés que les fiches de paie vont gonfler.

Cette offensive idéologique est la même que celle menée pour le travail du dimanche. « Payé double », sur la base du « volontariat », disaient-ils. Pour aboutir aujourd'hui à une quasi-libéralisation, des majorations – quand il y en a – autour de 10% et un volontariat mué en passage obligé. Cette nouvelle croisade des apôtres du « travailler plus pour gagner plus » montre combien les conquis sociaux ne sont jamais des acquis. Ils seront toujours à défendre. Et ce 1^{er} Mai est crucial pour le rappeler. Ce n'est pas en sabrant des jours fériés que les fiches de paie vont gonfler. Mais bien, comme le montre le combat syndical, en luttant pour négocier de véritables augmentations de salaire.

Cette revendication sera au cœur des cortèges. Tout comme le refus des 40 milliards d'euros d'économies budgétaires prévus sur les dépenses publiques. Une saignée qui risque d'asphyxier un peu plus les collectivités locales, les services publics. Et de dévitaliser des territoires où, justement, boulangeries et fleuristes peinent à se maintenir... Ce simple paradoxe devrait pousser ces derniers à battre le pavé demain. Plutôt que de se faire rouler dans la farine par leurs pré-tendus défenseurs. ■

« Nationaliser ArcelorMittal est inévitable »

1^{er} MAI Pour la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, la reprise en main publique des hauts-fourneaux est déterminante pour préserver les emplois et l'avenir industriel de la France.

Ala veille de la journée internationale pour le droit des travailleurs, Sophie Binet tance la politique industrielle de l'exécutif, alors que la CGT dénombre plus de 360 plans de licenciement. À la SNCF et dans la fonction publique, le mois de mai sera marqué par des grèves, alors que l'exécutif prévoit 40 milliards d'euros d'économies budgétaires. Une grande journée de mobilisation interprofessionnelle est prévue début juin.

Cette mobilisation du 1^{er} Mai est-elle la première marche d'un printemps social ?

Pour cette journée pour le droit des travailleurs, nous serons des millions partout dans le monde à nous mobiliser face à la remise en question de l'ordre mondial par une internationale d'extrême droite qui cherche à imposer ses logiques de guerre. Ce jeudi, nous réclamerons la paix et la justice sociale. Et nous afficherons notre refus d'une mise en concurrence par une extrême droite qui souffle sur les clivages identitaires pour laisser ainsi le patronat tranquille. Enfin, nous annoncerons une date de mobilisation interprofessionnelle début juin, qui portera sur l'abrogation de la réforme des retraites, pour les salaires et l'emploi.

Les sénateurs centristes ont déposé une proposition de loi pour permettre aux boulanger et fleuriste d'ouvrir le 1^{er} Mai. Qu'est-ce qui se cache derrière cette attaque contre la journée pour le droit des travailleurs ?

C'est une offensive idéologique à l'image de celle que nous avons subie pour le travail du dimanche. Rappelons que beaucoup trop de monde travaille le 1^{er} Mai. Toutes les fonctions vitales sont garanties et des usines ne peuvent arrêter leurs productions. Mais je ne vois pas en quoi une boulangerie ou un fleuriste sont des commerces essentiels. Les partisans de cette loi avancent que la restauration rapide peut ouvrir le 1^{er} Mai. C'est cela qui n'est pas normal. Je rappelle que le 1^{er} Mai les patrons, s'ils le veulent, peuvent

travailler. Qu'ils n'hésitent pas ! Ils verront que le travail n'est pas un coût, mais une richesse.

Les 636 postes supprimés à ArcelorMittal s'ajoutent aux plus de 200 000 emplois menacés dans l'industrie, selon la Confédération générale du travail. Vous demandez la nationalisation des hauts-fourneaux. Est-ce devenu inévitable ?

Oui. Ces suppressions complètent celles de 2024, alors qu'ArcelorMittal avait bénéficié de 300 millions d'euros d'aides publiques. ArcelorMittal organise son départ de l'Europe pour s'installer en Inde et au Brésil d'ici à 2030. Le taureau doit être pris par les cornes, avec une nationalisation. L'acier est une production stratégique sans laquelle il n'y a pas d'industrie. Et la CGT plaide, à moyen terme, pour un géant européen de l'acier, sur le modèle d'Airbus. Je suis atterrée par l'attitude du gouvernement. Face à cette casse sociale, le ministre de l'Industrie propose un chèque de 850 millions d'euros contre une décarbonation du site de Dunkerque. L'exécutif s'enferme, une nouvelle fois, dans le dogme de la politique de l'offre.

Marc Ferracci, le ministre de l'Industrie, assure pourtant que la balance de création d'emplois industriels est positive...

Le ministre vit dans une réalité parallèle. En mai 2024, nous dénombrions au moins 130 plans de licenciement. Depuis, nous en comptons plus de 360. Ce recensement n'est que partiel. Des plans dits de « sauvegarde de l'emploi » (PSE) passent sous les radars de la CGT. D'ailleurs, la majorité des licenciements ne se font plus par des PSE, mais au travers des ruptures conventionnelles collectives ou des départs individuels. Le nombre de faillites d'entreprise n'a jamais été aussi élevé. Fin 2024, la Cour des comptes a publié un rapport au vitriol contre la politique de l'offre, démontrant une gabegie d'argent public pour une réindustrialisation qui n'est pas au rendez-vous. Marc Ferracci et Emmanuel Macron refusent de voir ce naufrage économique. Elle est pourtant la cause des difficultés budgétaires que nous rencontrons : à savoir les



SAMIR BOURGEOIS POUR L'HUMANITE

ENTRETIEN

« Nous assistons à un raz de marée de faillites et le gouvernement est dans le déni. »

73 milliards de baisses d'impôts et les 200 milliards d'aides aux entreprises.

L'industrie française tient-elle sur un fil ?

Lorsque nous avons présenté nos estimations, il y a six mois, Marc Ferracci nous assurait que cette saignée était due à un effet post-Covid, avec des entreprises zombies maintenues en vie grâce aux aides durant la pandémie qui disparaissaient. Le ministre clamait qu'il fallait attendre

que la marée baisse. Mais nous assistons à un raz de marée et le gouvernement est dans le déni et refuse d'utiliser les instruments à sa disposition pour l'empêcher. Vencorex, repris par son concurrent chinois, qui récupère ainsi tous les brevets pour une bouchée de pain, est le symbole de cette démission de l'État. Cinq mille emplois sont menacés, la dépollution n'a pas été anticipée et représente une bombe à retardement environnementale. Pire, on demande aux salariés licenciés de mettre en sécurité le site. L'État

MOBILISATIONS POUR LA PAIX, LES RETRAITES ET LES SALAIRES

Ce 1^{er} Mai, après l'annonce de 636 suppressions de poste, les salariés d'ArcelorMittal manifesteront à Dunkerque, à 10 heures, devant le bâtiment de l'Avenir. Toujours dans le Nord, les salariés d'Outinord seront dans

la rue à Valenciennes, à 10 heures, place d'Armes. Pour cette Journée internationale des droits des travailleurs, des manifestations sont prévues sur l'ensemble du territoire. Dans la capitale, le cortège s'élancera depuis la place d'Italie, à 14 heures,

en présence d'Esther Lynch, secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats, et de délégations venues des États-Unis, d'Argentine, de Belgique. À Lyon (métro Garibaldi) et Orléans (place de la Loire), le rendez-vous est à 10 h 30.

a bloqué toutes les solutions: refus de nationaliser et absence de soutien au projet des salariés. Ce alors que nous venions de trouver un repreneur mettant 40 millions sur la table. Un scandale d'État.

La semaine du 5 mai sera marquée par des grèves à la SNCF. Comment prendre à contre-pied les discours stigmatisants contre les cheminots ?

Il est insupportable de ne parler des cheminots que lorsqu'ils sont en grève. Depuis 2023, ils mènent une bataille d'intérêt général pour sauvegarder le fret ferroviaire, sans écho médiatique. La volonté de les stigmatiser est évidente. Or les cheminots sont attachés à leurs métiers et au service public. L'objectif d'un préavis n'est pas de faire grève, mais d'obtenir satisfaction. En l'occurrence, les conducteurs et contrôleurs réclament une révision du calcul de leur prime de travail, de l'emploi supplémentaire dans ces métiers et un retour sur les nouveaux logiciels de déroulement des journées, qui mettent en péril, par la flexibilité exigée, les vies privées de ces cheminots. La balle est dans le camp de la direction.

Avec une intersyndicale, vous entendez bâtir une journée d'action et de grève le 13 mai chez les fonctionnaires. L'exécutif entend réaliser 40 milliards d'économies et annonce « un grand ménage » dans les 434 agences de l'État. Peut-on encore réaliser des économies dans les services publics ?

Non. Nos services publics sont en danger. Dans l'éducation, la France décroche dans les évaluations internationales. La justice est dans un état catastrophique. Du fait des non-recrutements, la France n'a pas retrouvé le niveau d'efficacité de ses services publics du début des années 2000. Les métiers ne sont plus attractifs car les salaires, notamment des catégories A et B, ont décroché par rapport au privé. De nouvelles coupes de 3,5 milliards ont été annoncées dans les budgets de l'environnement, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Et, dans le même temps, on prétend accueillir des chercheurs américains. Concernant la fusion des agences de l'État, il faut rappeler qu'elles ont toutes une utilité. Je crains que cette réorganisation ne marginalise encore une fois les questions environnementales et sociales.

Poussée par la CPME, l'idée d'une dose de capitalisation dans les retraites a été abordée par le patronat, jeudi 24 avril, dans ce qu'il reste du conclave retraite, auquel la CGT ne participe plus. Un nouvel affrontement social est-il à prévoir ?

La CGT se tient prête à riposter. La retraite par capitalisation est un ballon d'essai dans la perspective de la prochaine présidentielle. La crise boursière aux États-Unis nous a rappelé le danger de ces fonds de pension. Au Chili, les retraités sont marqués par une grande paupérisation. Le système mixte, avec une pension par répartition complétée par une capitalisation, est mis en place en Suède depuis les années 1990. Le niveau de pension de 90 % des retraités a chuté. Nous entrons dans un monde instable, marqué par une succession de crises. Notre Sécurité sociale est un atout primordial, comme nous l'avons vu en 2008, en 2020 ou ces dernières semaines face à la crise boursière. Nos compatriotes le savent. La CGT exige toujours l'abrogation de la réforme de 2023. 70 % des Français réclament un référendum sur le sujet. À défaut, nos parlementaires doivent prendre acte que la feuille de route fixée devant eux par François Bayrou est caduque en reprenant la main et inscrire à l'ordre du jour une proposition de loi d'abrogation. Les députés ont été élus pour cela. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR NAÏM SAKHI

« Le groupe a versé 11,7 milliards d'euros à ses actionnaires »

Dunkerque, cœur battant de ce 1^{er} Mai 2025. À toute autre époque, cette place forte de l'industrie française aurait été flattée d'une telle distinction. Mais la cité de Jean Bart est bien malgré elle devenue le symbole de la flibusterie moderne à laquelle des multinationales s'adonnent, marchandant au prix fort auprès des pouvoirs publics une pseudo-préservation de l'activité économique contre l'emploi et les droits des travailleurs.

Depuis l'officialisation, mercredi 23 avril, par la direction d'ArcelorMittal de la suppression de 636 postes en France, dont 250 dans son usine dunkerquoise historique et 5 sur le site voisin de Mardyck, la CGT du Nord a appelé à la mobilisation générale ce jeudi pour contraindre Mittal à donner des perspectives au « poumon économique de Dunkerque. (...) Si Mittal ne le réalise pas très rapidement, nous demandons que l'État reprenne la main, voire aille jusqu'à une nationalisation », plaide déjà lundi 28 avril Christelle Veignie, secrétaire générale de l'union locale.

L'annonce fin 2024 par la direction du groupe de la mise sur pause du projet de décarbonation à 1,8 milliard d'euros, dont 850 millions d'euros d'aides publiques, des deux hauts-fourneaux condamne de fait ce site industriel le plus émetteur de gaz à effet de serre de l'Hexagone à une obsolescence programmée à l'horizon 2028-2029, au vu du faible niveau des investissements déjà lancés, selon des fins connaisseurs du dossier.

La CGT appelle à la mobilisation contre les licenciements à ArcelorMittal annoncés par la direction. Le cortège du 1^{er} Mai s'annonce très fourni à Dunkerque.



La multinationale prévoit de supprimer 636 postes, dont 250 sur le site de Dunkerque.

« Nos installations sont dans un état pitoyable », corrobore Reynald Quaegebeur, délégué syndical central CGT ArcelorMittal France. En 2023, un incendie a causé l'arrêt d'un haut-fourneau durant plusieurs mois. Or, pour son collègue Gaëtan Lecocq, secrétaire général CGT du groupe, « si ArcelorMittal tombe, c'est l'ensemble de l'industrie du nord de la France qui va tomber », avec « des conséquences sociales, économiques, industrielles catastrophiques ».

Les syndicats appellent donc les pouvoirs publics à ne plus se laisser mener par le bout du nez par la multinationale. Prenant acte du déclenchement par ArcelorMittal d'*« un démantèlement des sites en France, lent, violent dans la méthode et décomplexé »*, la CFDT incite quant à elle, dans un communiqué publié ce mardi, l'Europe et les États à « déployer des plans de relance pour une production industrielle durable, en assortissant tous les fonds publics

de conditionnalités strictes (...) en termes d'empreinte carbone industrielle, d'emploi, d'encadrement des profits et de garanties de non-fermeture des sites industriels ».

Mais, pour la CGT, on n'en est plus là. Au vu de la réorientation d'ArcelorMittal vers les États-Unis, l'Inde et le Brésil, aux dépens du Vieux Continent, la fédération de la métallurgie prône une solution plus radicale. « La multinationale a versé 11,7 milliards d'euros à ses actionnaires depuis 2021. C'est l'équivalent du prix de 14 fours électriques. Pour la décarbonation de la production de l'acier, il n'y a donc qu'une solution : la nationalisation », assène David Blaise, son coordinateur sidérurgie.

« L'ÉTAT DOIT AFFIRMER SON RÔLE DE STRATÉGE »

Près de quarante-cinq ans après l'étatisation d'Usinor et de Sacilor, les voix à gauche sont nombreuses à proposer de réitérer l'opération. « Une reprise en main publique s'impose dans le cadre d'un véritable plan d'urgence pour la sidérurgie. L'État doit affirmer son rôle de stratège, pour préserver la souveraineté économique de notre pays en matière de production d'acier et engager la filière dans la transition écologique », écrivait ainsi, le 20 avril, Fabien Roussel (PCF). « Le Royaume-Uni l'a fait (avec ses deux derniers hauts-fourneaux - NDLR), je ne vois pas pourquoi on n'en serait pas capables, c'est notre devoir », a insisté de son côté Marine Tondelier pour les Écologistes dimanche 27 avril. ■

STÉPHANE GUÉRARD

Ca IRA!

Les invités
Sandrine Rousseau
et Patrick Boucheron

MERCREDI 30 AVRIL 19H. LA GRANDE ÉMISSION DE l'Humanité

twitch

«Malgré la multiplicité de couleurs, il n'y a que deux races dans l'univers, celle des exploitants et celle des exploités.» Hô Chi Minh

LA FEMME DU JOUR



Rachel Cleetus

La guerre idéologique de Donald Trump a fait de nouvelles victimes. Après les licenciements massifs survenus début avril au sein du programme états-unien de recherche sur le changement climatique, les chercheurs qui contribuent à l'évaluation nationale du climat viennent à leur tour d'être remerciés. Tous participaient à un rapport scientifique fondamental depuis plus d'un demi-siècle pour la planification de la lutte contre le réchauffement planétaire. Parmi eux, Rachel Cleetus, auteure du chapitre traitant de l'impact de la hausse du mercure sur les côtes, a dénoncé un limogeage «sans motif» et prédit à son pays qu'il allait dorénavant «naviguer à l'aveugle». De son côté, le gouvernement fédéral a justifié sa décision en prétextant une réévaluation de la «portée» des travaux. Du pur climatorévisionnisme. ■

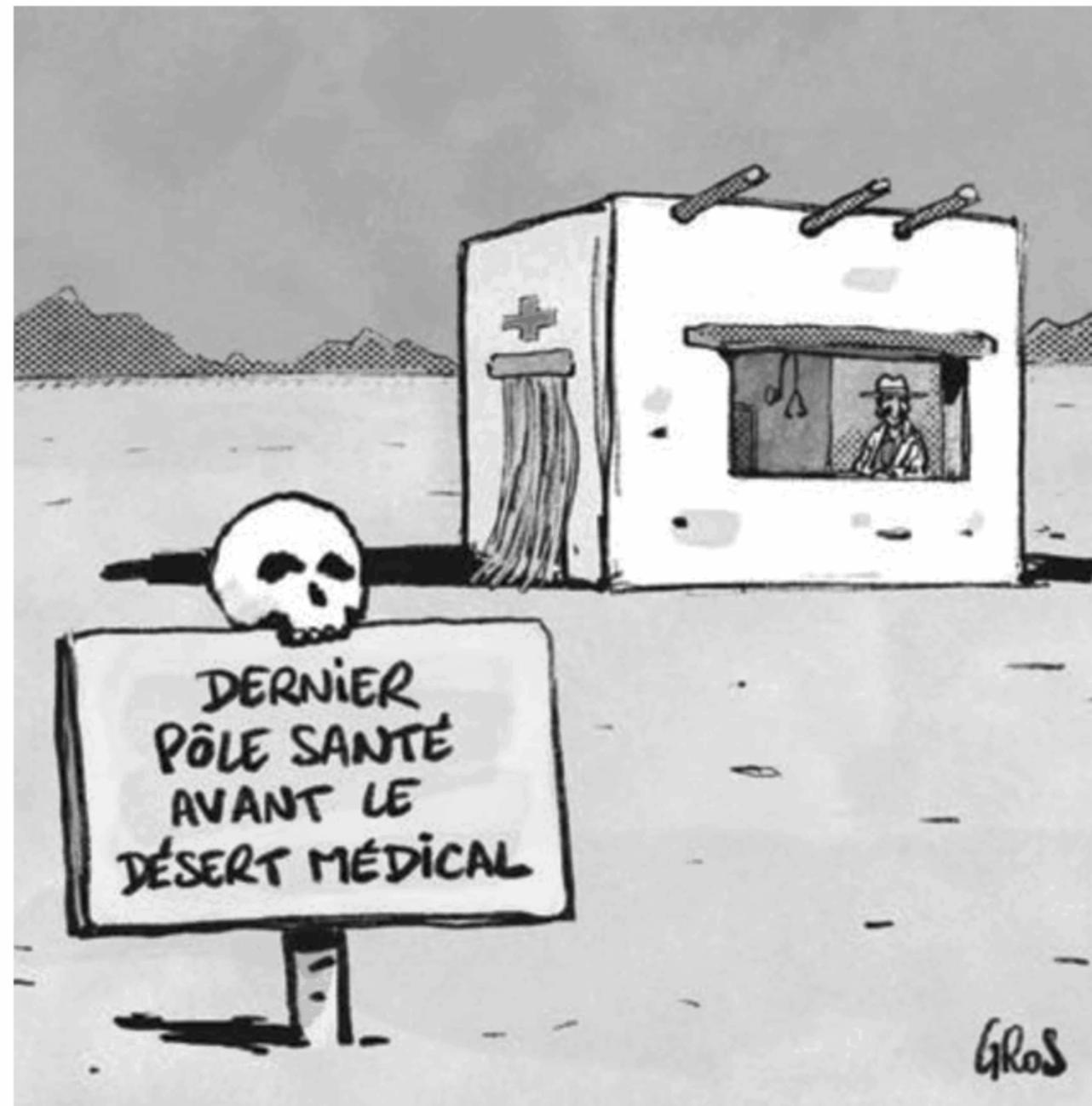
ANTOINE PORTOLES

! C'EST UN SCANDALE

Transphobie jusque dans les chiottes

Au Royaume-Uni, la Commission pour l'égalité et les droits humains a publié de nouvelles directives provisoires concernant l'usage des espaces non mixtes dans le pays, conséquence directe de la décision de la Cour suprême de définir une femme sur le fondement du sexe biologique, et non sur le genre. Désormais, les femmes transgenres ne devraient plus être autorisées à utiliser les services réservés aux femmes, de même pour les hommes transgenres ceux dédiés aux hommes, que ce soit dans les magasins, les restaurants ou encore les hôpitaux. Ainsi, dans les établissements scolaires, les garçons qui «s'identifient comme filles transgenres ne devraient plus pouvoir accéder aux toilettes ou aux vestiaires des filles», souligne la commission, et inversement. Pas de police des toilettes, promet-elle... ■

L'œil de Gros



LA BONNE NOUVELLE Un nouvel espoir dans la lutte contre le sida

Des chercheurs ont identifié les marqueurs génétiques qui permettent à certains porteurs du VIH de contrôler le virus, même après l'arrêt des traitements, et à condition que la prise d'antirétroviraux débute rapidement après l'infection. La rémission peut durer une vingtaine d'années, selon les travaux publiés dans la revue *Nature Medicine* lundi. Concrètement, certains patients, dits «contrôleurs post-traitement», disposent d'une combinaison de gènes qui favorisent la présence de cellules

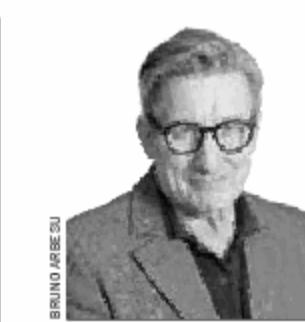
immunitaires spéciales particulièrement efficaces contre le VIH. «Cette découverte représente une étape cruciale dans la poursuite de la rémission durable de l'infection par le VIH. Dans un contexte où les programmes d'accès aux antirétroviraux sont fortement menacés, des nouvelles thérapies qui permettront aux personnes vivant avec le VIH de mener une vie normale sans devoir prendre de traitement deviennent encore plus nécessaires et urgentes», estime Asier Sáez-Cirión, coordonnateur de l'étude. ■

ALEXANDRA CHAIGNON

POINT D'ACTUALITÉ L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Vietnam Dans une tribune, Hélène Luc, sénatrice honoraire PCF du Val-de-Marne, présidente d'honneur de l'Association d'amitié franco-vietnamienne, raconte son engagement et celui de son parti contre la guerre du Vietnam, et la solidarité sans faille avec son peuple en lutte pour son indépendance. Elle montre également comment la coopération avec la France est bénéfique pour les deux pays (lire aussi notre cahier central).

Droits humains «Des forces d'une ampleur sans précédent veulent en finir avec l'idéal des droits humains pour tous et toutes», dénonce la préface du rapport annuel d'Amnesty International, qui pointe le «racisme systémique et la discrimination religieuse» et le fait que «le monde assiste sur ses écrans à un génocide en direct».



LE BILLET DE MAURICE ULRICH

Des nouilles

Pourquoi pas un président farceur qui mettrait des nouilles dans le slip de ses ministres ? On y pense en lisant l'hebdomadaire *Valeurs actuelles*, pour qui Cyril Hanouna pourrait être candidat à l'élection de 2027. La blague date de 2015, avec un des chroniqueurs de son émission. En 2016, la chroniqueuse Capucine Anav, avec les yeux bandés, doit trouver quelle partie du corps de l'animateur elle touche. Ça rime avec nouilles. La même année, le CSA note 6 711 signalements pour des actes ou propos déplacés dans son émission *Touche pas à mon poste*. On recense en un mois plus de 40 sorties homophobes... En 2022, il déclare à un député qui, dans ce cas précis, critique Vincent Bolloré, propriétaire de la chaîne C8, sur laquelle il officie : «Je m'en bats les couilles que tu sois élu»... En 2024, il reçoit Jordan Bardella dans sa villa de Saint-Tropez. En 2025, il déclare : «Je défendrai tout ce qui est anti-woke, donc Donald Trump je le défendrai»... Un bref résumé qui montre qu'il en a, des valeurs actuelles. ■



COUP DE PROJECTEUR

Thomas Jolly, juste cause

Thomas Jolly cause juste et bien. Déjà aux Victoires de la musique, le directeur artistique des cérémonies d'ouverture et de clôture des jeux Olympiques et Paralympiques avait ponctué d'un splendide discours la remise de son trophée. Lundi 28 avril, il s'est à nouveau illustré dans une intervention inspirée pour recevoir son Molière d'honneur. Évoquant son parcours personnel pour montrer la richesse du tissu culturel français, il est ensuite revenu sur l'importance du théâtre, «un outil essentiel pour faire société» qui «tend un miroir qui nous réfléchit», en appuyant son argumentation à partir d'œuvres du répertoire. Puis il a dénoncé les coupes budgétaires à la culture dans certains territoires avant de faire l'éloge du vivre-ensemble. «Soyons prêts à en découdre mais surtout à nous recoudre, c'est le rôle de la culture et celui du spectacle vivant.» ■

« C'est la paix sociale qui est en jeu »

RACISME La commune de La Grand-Combe est toujours sous le choc après l'assassinat à caractère islamophobe qui a coûté la vie à Aboubakar Cissé le 25 avril. Sur cette terre communiste, la population réagit par la solidarité et dénonce le climat politique qui entretient la haine.

La Grand-Combe (Gard), envoyée spéciale.

Il est 17 h 34, ce lundi 28 avril, lorsque l'appel à la prière résonne dans la mosquée Khadidja, située le long du Gardon, au bas de La Grand-Combe. Une vingtaine de fidèles se pressent devant l'entrée. « C'est la première fois que je reviens depuis l'assassinat d'Aboubakar », confie Mohammed. L'homme de 32 ans exprime son « grand soulagement » depuis l'arrestation, la veille, du meurtrier désormais identifié comme étant Oliver Hadzovic, né à Lyon en 2004, de nationalité française et d'une famille bosnienne. Après deux jours de cavale, ce dernier s'est livré à la police italienne en avouant avoir froidement assassiné le jeune Malien, de multiples coups de couteau, dans ce lieu de culte vendredi 25 avril.

Pour celui qui exerce la profession d'urgentiste dans le Gard, pas de doute : « Il s'agit d'un acte islamophobe. » La voix claire, Mohammed réagit ainsi aux déclarations de l'avocat italien arguant que son client s'est défendu d'avoir tenu des propos contre l'islam ou contre les mosquées et qu'il aurait « tué la première personne qu'il a trouvée sur son chemin ». Lui souhaiterait voir requalifier ce crime « d'acte terroriste ». Il dénonce aussi « le deux poids deux mesures pratiqué par le gouvernement. Bruno Retailleau a attendu deux jours pour se déplacer et il n'est même pas venu sur place nous rencontrer. Il s'est arrêté à Alès, c'est dire à quel point il nous considère », analyse-t-il.

Autour de l'imam Salim Touazi, président de la mosquée de La Grand-Combe, des fidèles sont réunis. Ils échangent à propos de la vidéo enregistrée par la caméra de surveillance

de la mosquée, qu'ils ont tous visionnée. Tous ont peur. « Derrière (le meurtrier), il y a très certainement un groupe, c'est ce que nous craignons le plus », soupçonne l'imam. « Il a tué Aboubakar mais ça aurait pu être n'importe lequel d'entre nous. Aboubakar était l'exemple même de la gentillesse et du don de soi. Il vivait dans notre commune depuis trois ans environ et tout le monde l'appréciait. Jamais nous n'aurions imaginé qu'un tel acte se produise ici. »

L'HISTOIRE OUVRIÈRE RESTE UN ANCORAGE

Dans cette commune de moins de 5 000 habitants historiquement communiste, « la solidarité et le vivre-ensemble font partie de notre ADN », rappelle l'ancien maire PCF Patrick Malavieille, dont le mandat s'est achevé en 2023 et auquel a succédé Laurence Baldit. « Le paysage a évolué, désormais les six circonscriptions du Gard sont aux mains du RN, les sentiments haineux trouvent ainsi un relais direct », analyse l'actuelle maire communiste. Pour Patrick Malavieille, l'histoire ouvrière de son département reste un ancrage. « La population de La Grand-Combe est

à l'image de son sous-sol et du processus de sédimentation de la houille. Des siècles et des siècles de couches qui se sont superposées et additionnées pour former un tout solidaire. C'est ici à La Grand-Combe que les ouvriers des exploitations minières ont créé les premières caisses de solidarité en 1880. Notre territoire a toujours été un territoire d'accueil et d'entraide. » Mechi Mohammed, figure de La Grand-Combe, élégant dans sa tunique marron, abonde. L'homme, de mère française et de père algérien, rappelle qu'ici « il n'est pas question de cohabitation, il n'y a toujours eu qu'une seule communauté, celle des Grand-Combiers ».

Sur la jardinière qui fait face à la mosquée, quelques gerbes de fleurs rendent hommage à Aboubakar Cissé. Une voiture s'avance à lente allure, s'arrête à ses abords, une jeune femme en descend. Tin hinane dépose un bouquet de tulipes rouges et marque un signe de respect. « Je suis née ici. Avec ma mère, nous sommes parties il y a une vingtaine d'années vivre à Saint-Julien-les-Rosiers. Je n'ai pas pu participer à la marche blanche, mais je tenais à venir



REPORTAGE

Le 27 avril, devant la mosquée Khadidja à La Grand-Combe. MIGUEL MEDINA/AFP

présenter mon soutien à la population. » Âgée d'une trentaine d'années, la jeune femme se dit profondément choquée par le traitement politique mais aussi médiatique de l'assassinat d'Aboubakar. « Le pire s'est produit quand des journalistes ont avancé qu'il s'agissait de deux fidèles. Comme si c'était impensable qu'un musulman soit aussi la victime d'attaque ciblée », s'émeut-elle.

« UN PROCÈS EN VICTIMISATION NOUS EST FAIT »

Le 27 avril, Nasser n'a pas non plus participé à la marche blanche : « L'instrumentalisation politique de l'événement m'a dégoûté. Trois élus de la mairie ont pris seuls l'initiative de lancer cette marche blanche sans aucune concertation avec la population. Ils l'ont fait à visée électoraliste, je n'en peux plus de ces petits jeux », tempête l'homme, accoudé au comptoir d'un bar. Sur le zinc trône une cagnotte : « Pour Aboubakar. Allah Y Ilhamo. Paix à son âme. » Elle est déjà gonflée de quelques centaines d'euros. Sirotant son café, Nasser réfléchit et lance :

« Plutôt que de confessionnaliser les rapports sociaux, que les politiques s'occupent de l'emploi et du logement. »

NASSER, UN HABITANT DE LA GRAND-COMBE

mal et que le désordre mondial accélère, le ministre de l'Intérieur termine un meeting par : « À bas le voile ! C'est infâme ».

À quelques kilomètres de là, à Alès, l'émotion est tout aussi vive. Sahnoune Karrad est un acteur du tissu associatif, il est aussi professeur de mathématiques dans un centre de formation et connaît bien La Grand-Combe pour y avoir quelques fois dispensé le prêche à la mosquée. Il pose un regard aigu sur ce meurtre à caractère islamophobe. « Chez les personnes de confession musulmane, le sentiment de peur est latent depuis quelque temps, mais il est intériorisé. Car certains politiques et certains médias interdisent tout simplement son expression. Un procès en victimisation nous est fait. Je lance un appel à la République : il faut siffler la fin de cette séquence de discrimination que nous vivons. C'est la cohésion nationale et la paix sociale qui sont en jeu. » Une dernière prière en hommage à Aboubakar pourrait avoir lieu ce vendredi avant le départ de sa dépouille pour le Mali. ■

SCARLETT BAIN

Polémique à l'Assemblée nationale autour de la minute de silence pour Aboubakar Cissé

En refusant dans un premier temps d'organiser une minute de silence pour la victime musulmane de La Grand-Combe, Yaël Braun-Pivet a suscité une vive polémique, alors que le ministre de l'Intérieur est accusé par la famille d'avoir refusé de la rencontrer.

Pour Yaël Braun-Pivet, la mémoire d'Aboubakar Cissé ne valait pas une minute de silence.

Ce mardi 29 avril, les députés du Nouveau Front populaire (NFP) ont sollicité un hommage dans l'Hémicycle pour le jeune homme de 22 ans, assassiné alors qu'il priait dans la mosquée de La Grand-Combe (Gard), le 25 avril. « Je l'aifait... ton Allah de merde », peut-on entendre sur la vidéo filmée par l'assassin. Mais, mardi matin, la conférence des présidents de groupe parlementaire chargée de discuter l'ordre du jour a refusé, « faute de consensus », la proposition de la gauche d'organiser cet hommage, Renaissance et le RN opposant leur veto. La présidente de l'Assemblée nationale justifie alors cette décision en expliquant qu'il n'y a plus de minutes de silence « pour des cas individuels » depuis janvier, hors personnalités politiques et victimes du terrorisme (d'où les minutes de silence organisées, en mars, en l'honneur de Jean-Louis Debré ou d'Ohad Yahalom, Franco-Israélien tué alors qu'il était otage du Hamas). Avant ce changement de règle, l'Assemblée avait observé le silence à la suite d'autres meurtres ayant suscité un émoi national :

Nahel et Thomas en 2023 ou Philippine en 2024.

APPELS À LA DÉMISSION DE BRUNO RETAILLEAU

« On n'est pas sur un cas individuel, on est sur un meurtre islamophobe, sur un climat islamophobe dans le pays. C'est une très grave faute politique de la présidente de l'Assemblée nationale », a très

« Vous avez soufflé sur les braises de la haine et aujourd'hui la haine a encore tué ! »

SABRINA SEBAIHI,
DÉPUTÉE ÉCOLOGISTE

vite réagi le député LFI Thomas Portes, quand le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, s'est dit « scandalisé, c'est une aberration, une injustice et une faute ». Face à la polémique qui ne cessait d'enfler, Yaël Braun-Pivet a finalement changé d'avis et a elle-même lancé la minute de silence, en ouverture de séance, avant les questions au gouvernement. Les bancs de l'extrême droite, de l'UDR ciottiste au RN, sont apparus très clairsemés, contrastant avec les bancs du NFP et des

députés macronistes, qui étaient au complet. Ce que la gauche n'a pas manqué de relever.

Dans la matinée, une première polémique avait déjà éclaté lorsque la famille d'Aboubakar Cissé a été reçue à l'Assemblée nationale, à l'initiative de la députée écologiste Sabrina Sebaihi, en présence des patrons du PS et des Verts, Olivier Faure et Marine Tondelier. « Bruno Retailleau a refusé de nous rencontrer », a déploré la famille de la victime. « Je n'ai reçu aucune demande », a assuré pour sa part le ministre de l'Intérieur, à qui il était déjà reproché de ne pas s'être rendu immédiatement à La Grand-Combe après le meurtre. « Je regrette que vous ne vous soyez pas rendu au chevet de la famille », a dénoncé dans l'Hémicycle la communiste Soumya Bourouaha, qui ajoute : « Vous ne pouvez pas ignorer que les discriminations contre les musulmans sont en hausse de 72 % par rapport à 2024. » Le ministre est en outre accusé par de nombreuses personnalités de gauche de participer au climat islamophobe dans le pays. « Vous avez soufflé sur les braises de la haine et aujourd'hui la haine a encore tué ! » l'a accusé Sabrina Sebaihi, qui à l'instar de LFI demande sa démission. ■

JULIE DEBRAY-WENDELING ET
EMMA MEULENYSER



CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX mercredi 30 avril

DANS CE NUMÉRO

À LA UNE Rencontre avec Fabien Roussel à l'occasion de la sortie de son dernier livre, *le Parti pris du travail*. Salaire, retraite... Retour sur les doléances en souffrance des gilets jaunes.

L'histoire de la semaine Trente jeunes de Berlin, Clichy et Bourges font vivre la mémoire de Jorge Semprun dans le camp de Buchenwald, où l'auteur

a été déporté. Une expérience qui a bouleversé leur regard sur l'histoire.

La rencontre Monument de la musique française, le crooner-rockeur Eddy Mitchell se raconte sans filtre, de sa jeunesse percutée par la guerre d'Algérie à son amour-haine pour l'Amérique.

Économie Pris dans l'engrenage de la course au profit, le secteur clé de la sidérurgie enchaîne fermetures d'usine

et plans sociaux. La nationalisation apparaît comme une solution de plus en plus crédible.

Culture Entretien avec Emil Ferris, célèbre autrice du roman graphique « Moi ce que j'aime, c'est les monstres ». Une magicienne du stylo bille qui bouscule le prêt-à-penser.

Et tous nos rendez-vous...

l'Humanité
magazine

**TOTAL DEVANT LE TRIBUNAL**

La CGT TotalEnergies se félicite de la décision de la justice de renvoyer la compagnie pétrolière devant le tribunal correctionnel pour « homicide involontaire », après le décès d'un employé d'une entreprise sous-traitante, en 2019.

BANQUE POLLUANTE

Le groupe BPCE (Banque populaire et Caisse d'épargne...) est la banque française la plus mal classée de l'Hexagone en matière de trajectoire vers la neutralité carbone et la 18^e sur 22 banques européennes, selon l'ONG Reclaim Finance.

GRÈVE DANS LES BUS

La CGT et l'Unsa des conducteurs de bus de la CAT 35-Transdev ont déposé un préavis de grève pour le 2 mai. Ils dénoncent « le durcissement de leurs conditions de travail », consécutif au changement de délégataire et l'annualisation de leur prime.

L'énergie verte mise à mal par l'Etat

TRANSITION Le premier ministre reporte à nouveau la feuille de route énergétique 2025-2035, cédant à la droite et à l'extrême droite. Il risque d'enterrer les ambitions de la France dans le secteur des renouvelables.

Un nouveau report et des étincelles dans le secteur de l'énergie. Alors que la publication de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) va de renvoi en renvoi depuis plus de deux ans, le premier ministre François Bayrou a annoncé lundi 28 avril, devant les députés, surseoir à nouveau à sa promulgation. Pourtant rendu obligatoire par la loi pour fixer les orientations stratégiques de la production d'énergie des dix prochaines années, le texte devra attendre. Le gouvernement a en effet annoncé créer un groupe de travail pour proposer une « version améliorée et corrigée de notre prochaine PPE ». Un nouveau caillou dans la chaussure du secteur de l'énergie, dont nombre d'activités dépendent de la publication de ce document stratégique.

« Pour nous, ce report est très préoccupant. On attend cette programmation pluriannuelle depuis quasiment trois ans, elle nous est indispensable dans la filière des énergies renouvelables pour nous fixer des objectifs et lancer des appels d'offres. Ce report génère beaucoup d'incertitudes », regrette Alexandre Roesch, délégué général du Syndicat des énergies renouvelables. En particulier, ce nouveau retard dans la promulgation de la feuille de route des objectifs énergétiques des dix prochaines années risque de mettre à mal les différents acteurs de la filière des éoliennes en mer. « Un grand appel d'offres s'apprête à être lancé sur plusieurs

façades maritimes, or la PPE en vigueur aujourd'hui ne permet pas de le mener à bien. Nous sommes dans une situation de blocage. Il y a quatre usines en France qui produisent des pâles, nacelles et sous-stations. Leurs commandes ne dépendent pas toutes de la France, mais elles attendent beaucoup de ce projet », ajoute le spécialiste.

LA CRAINTE D'UNE CENSURE

Malgré l'urgence pour le secteur de l'énergie, le gouvernement s'est heurté à la vive opposition d'une partie de la droite et de l'extrême droite – qui a même agité le spectre de la censure – à son projet de promulguer la programmation pluriannuelle par décret, plutôt que via une loi débattue au Parlement. Acculé par les critiques,



Le document dévoilé par Bercy en 2024 comptait renforcer le solaire et l'éolien, pour atteindre la neutralité carbone en 2050. Ici, dans la baie de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor). HERVÉ RONNE/REA

le premier ministre a finalement consenti à convoquer un débat consultatif ce lundi à l'Assemblée nationale, sans vote, pour recueillir les avis des élus sur la PPE. Les réprobations de la part de l'extrême droite et de la droite n'ont guère été mesurées. « Nous refusons que vous couvriez la France de panneaux solaires chinois et que vous la défiguriez avec des éoliennes », a lancé Jean-Philippe Tangy, député du Rassemblement national. La diatribe a été apportée par la députée « Les Républicains » (LR) Justine Gruet. « Doubler le parc éolien (serait) une absurdité économique », a-t-elle tancé.

La publication de la PPE est ainsi temporisée à la fin de l'été au plus tôt, promet François Bayrou, après l'examen d'une autre proposition de loi soutenue par le député LR



1^{er} Mai L'intersyndicale CGT, Solidaires et FSU appelle à la mobilisation pour la Journée internationale des droits des travailleurs, pour la paix juste et durable, pour nos retraites

et nos salaires. À Paris, rendez-vous à 14 heures place d'Italie.

Semaine du 5 mai La CGT cheminots entame une grève, notamment sur les questions de rémunération.

9, 10 et 11 mai SUD rail incite

à un débrayage des contrôleurs pour réclamer notamment la revalorisation de 100 euros de la prime et pour protester contre les modifications du rythme de travail.

13 mai L'intersyndicale (CGT, Unsa,

FSU, Solidaires, CFE-CGC) et les fonctionnaires sont appelés à faire grève contre le gel du point d'indice et « l'affaiblissement et l'abandon de missions de service public sur l'ensemble du territoire ».

Daniel Gremillet. Celle-ci, en dessinant les contours d'un mix énergétique à horizon 2050, vise à réduire la part des énergies renouvelables au profit d'une importante relance du nucléaire. La proposition de loi prévoit ainsi d'abaisser l'objectif de 40 % de la part d'énergies renouvelables à 33 %, et de lancer la mise en fonctionnement de 14 nouveaux EPR au lieu des 6 prévus par EDF. La proposition a été adoptée au Sénat en octobre 2024 et doit

être examinée à l'Assemblée nationale le 16 juin.

La PPE dessinée par le gouvernement, dévoilée par Bercy l'an dernier, comptait au contraire mettre le paquet sur le solaire et l'éolien, pour atteindre la neutralité carbone en 2050. Selon cette ébauche de la feuille de route, l'électricité photovoltaïque aurait été

multipliée par cinq, et celle de l'éolien terrestre aurait été doublée. Face aux pressions politiques, la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique pourrait encore être amenuisée, alors même que le Haut Conseil pour le climat interroge la cohérence de la PPE pour atteindre les objectifs climatiques de la France. La part des énergies renouvelables dans le mix énergétique en 2030 n'atteint « que 35 % au lieu des 44 % recommandés par la Commission européenne pour la France », relève notamment l'organisme. La perspective n'a rien pour rassurer les professionnels du secteur des énergies renouvelables. « On ne parle pas seulement d'un report, mais d'un report corrigé, ce qui laisse entendre que la copie initiale était mauvaise. Cela annonce-t-il une nouvelle phase où l'ambition pour les énergies renouvelables serait réduite ? C'est possible », redoute Alexandre Roesch. ■

ALEXANDRE ROESCH, DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DU SYNDICAT DES ENERGIES RENOUVELABLES

MARIE TOULGOAT

La semaine dernière, Slim Ben Achour chroniquait une recommandation du Défenseur des droits qui concluait à l'ilégalité de la rupture d'une période d'essai d'une femme en raison d'un voile qu'elle portait. Bien que voilée, elle avait accédé à la période d'essai mais pas plus loin. Dans une décision du même jour, le Défenseur des droits rendait une recommandation concernant cette fois-cile refus d'embaucher d'une femme elle aussi voilée. Attirée par cette entreprise qui prônait des valeurs de diversité et de lutte contre les discriminations mais échaudée par une première tentative où elle n'avait pas accédé à l'entretien, la candidate envoyait son CV, sans sa photographie. Elle passait alors le premier obstacle et décrochait un entretien pour un poste de chargée de recrutement. Dès son arrivée en entretien, la chargée de la recruter lui demandait s'il était envisageable qu'elle enlève son voile pour le poste puis lui laissait un message, « le port du voile n'est pas accepté par notre groupe, bonne recherche ». Ses compétences n'étaient pas remises en cause, mais sa religion devait être dissimulée, pas seulement sur son CV. **Face au Défenseur des droits, les explications apportées par l'employeur différaient de celles laissées** sur le répondeur.

Les médecins contre la loi Garot

SANTÉ Des milliers de personnes ont manifesté mardi à Paris contre l'encadrement de la liberté d'installation.

Ce mardi, la place du Panthéon se couvre de blouses blanches. Médecins, internes, externes et étudiants ont répondu à l'appel des syndicats de médecins libéraux à manifester contre la proposition de loi Garot. Dans le viseur des médecins, stéthoscope autour des mains pour symboliser des menottes, le texte à l'initiative de Guillaume Garot (PS) qui prône la régulation de l'installation des médecins dans les zones sous-dotées. Une réponse jugée insuffisante face à un problème bien plus profond. « Forcer des médecins à s'installer quelque part ne résoudra pas le manque de moyens », affirme Selma, 22 ans, en 2^e année de médecine. « Ce ne sont pas les médecins qui laissent tomber les patients dans certaines régions mais le gouvernement qui a laissé tomber toutes ces régions », poursuivent Sihem, 28 ans, interne en médecine générale, et Clément, 24 ans,

en 5^e année. À leurs yeux, les délais pour obtenir un rendez-vous explosent partout, y compris dans les zones dites « bien dotées ».

UNE GARDE PAYÉE 48 EUROS

Les étudiants alertent également sur leurs conditions de travail : semaines de 60 heures, parfois de 110, salaires de misère, stages mal encadrés... « Un interne en médecine se suicide tous les dix-huit jours tellement les conditions sont dures. Et sans ces internes à deux doigts du burn-out, les hôpitaux ne tourneraient même pas », déplore Émilie, 22 ans, étudiante. « On est payé le même prix qu'un ticket de métro par heure, soit 2,75 euros. Donc quand on fait une garde de quatorze heures sans dormir, on est payé 48 euros. »

Un peu en retrait, certains praticiens plus âgés proposent des solutions qui laissent perplexes. « Il faudrait permettre aux médecins retraités de continuer à exercer sans être surtaxés par l'Urssaf »,

suggère Olivier, généraliste depuis trente-huit ans. Et d'ajouter que des mesures d'incitations financières pourraient aider les jeunes médecins à s'installer. Un avis loin de faire l'unanimité : pour beaucoup, la réponse passe d'abord par la formation et l'amélioration des conditions d'exercice. « Créer davantage de facultés partout en France et former plus rapidement la jeunesse, ce serait une vraie solution de fond. Les jeunes médecins n'auraient plus à « sacrifier » leur installation : ils choisirraient naturellement les territoires où ils ont étudié, parce qu'ils y auraient déjà leurs repères », assurent Isis, 22 ans, étudiante de 2^e année, et Cécile, médecin généraliste depuis trente ans.

Le développement de maisons de santé pluridisciplinaires pourrait renforcer l'attractivité des territoires, selon certains, en rompant avec l'isolement des praticiens et en assurant un meilleur suivi des patients. Malgré les divergences de générations, un point d'accord émerge : les politiques publiques manquent d'ambition structurelle. Le cortège s'est élancé vers le ministère de la Santé, déterminé à faire entendre ses revendications. Au-delà de la loi Garot, c'est l'ensemble du système de santé que les manifestants appellent à repenser. ■

CLARA-AMEL MORAL

LA CHRONIQUE JURIDIQUE DE SAVINE BERNARD AVOCATE



ne pouvait se prévaloir de la clause de son règlement intérieur, tout en rappelant néanmoins comment il considérait qu'une telle clause était constitutive d'une discrimination indirecte. Le Défenseur des droits jugeait ensuite que le message laissait présumer une discrimination en raison de la religion et procédait à l'analyse comparative des CV pour vérifier si l'employeur justifiait d'un élément objectif dans son départage des candidates.

Or, l'heureuse retenue n'avait aucune expérience dans le recrutement alors que celle voilée avait deux années et demie d'expérience en qualité de consultante et chargée de recrutement, présentait deux références, dont celle de son ancienne responsable, et une licence en gestion des ressources humaines. Elle était la plus expérimentée et elle seule avait une expérience identique à celle requise pour le poste. C'est que l'opposition à la liberté religieuse, surtout si elle est musulmane, est tenace : l'employeur préfère recruter la moins bonne candidate pour ne pas s'exposer à un voile. Le Défenseur des droits conclut donc à l'existence d'une discrimination en raison de la religion et du sexe. ■

Femme et voile (suite)

Il aurait choisi le profil d'une candidate plus compétente et se prévalait d'une clause de « neutralité » de son règlement intérieur qui interdit aux salariés « de porter dans l'exercice de leurs fonctions des signes visibles de leurs convictions politiques, philosophiques ou religieuses », surtout religieuses. Le Défenseur des droits considérait tout d'abord qu'au vu du motif du message de refus laissé sur le répondeur, l'employeur

Le Kosovo pourrait devenir un nouvel Alcatraz en Europe



La prison de Gjilan, à 50 kilomètres au sud-est de Pristina, au Kosovo. AP PHOTO/STR

IMMIGRATION Le Danemark devrait bientôt louer 300 places de prison au Kosovo pour des détenus étrangers condamnés à l'expulsion. Une idée qui séduit la Belgique, la Suède et la France au mépris du droit.

Ce n'est pas Cayenne, mais il y a tout de même quelque chose de profondément inquiétant dans l'actuelle dérive européenne sur l'immigration et l'application du droit pénal. Pour lutter contre la surpopulation carcérale et le manque d'effectifs dans l'administration pénitentiaire, le Danemark est en passe de louer 300 places à Gnjilane (Kosovo), à quelque 2000 kilomètres de ses frontières. L'accord concerne des migrants soumis à un ordre d'expulsion parce qu'ils ont enfreint la loi. Ils sont le plus souvent condamnés pour des vols, de la contrefaçon ou la détention de substances illicites.

Les détenus finiront ainsi leur peine au Kosovo avant d'être expulsés vers leur pays d'origine, sans que ceux-ci garantissent pour autant de jouer le jeu et d'accueillir les déboutés. En discussion depuis 2021, la location de places de prison pendant dix ans pour la somme de 200 millions d'euros a été actée par un accord de coopération avec le gouvernement kosovar en février. « Cela envoie un signal clair aux criminels étrangers : leur avenir n'est pas au Danemark et ils ne devraient pas purger leur peine ici », se félicitait le ministre français de la Justice, Peter

Hummelgaard, lors du vote au Parlement kosovar en mai 2024. Qu'importe que le dispositif prive les migrants de leur droit à faire appel en cas d'expulsion.

L'accord signé avec le Kosovo prévoit qu'une partie de la somme soit allouée à l'amélioration des institutions pénitentiaires du pays et à des projets d'énergie renouvelable. Malgré cette touche de vert,

le comité contre la torture de l'ONU, qui a à plusieurs reprises alerté sur les pratiques dégradantes et inhumaines dans les prisons du Kosovo, a déjà exprimé des doutes sur « la manière dont le Danemark entend respecter ses obligations

Gérald Darmanin
estime qu'il n'y a
« aucun contre-
avis juridique »
à la sous-traitance
de l'incarcération.

au titre de la convention dans des prisons situées en dehors de son territoire ». Des experts kosovars soulignent en outre que les prisons du pays connaissent déjà une surpopulation et ne sauraient accueillir dignement les condamnés d'autres pays. « Nous avons connaissance d'un grand nombre de blessures auto-infligées. Il y a des affrontements en prison et aussi des décès. Jusqu'à récemment, les conditions dans les prisons kosovares n'étaient généralement pas conformes aux normes internationales ou européennes et, au cours des cinq dernières années, seules trois nouvelles prisons ont été construites conformément à ces normes », note Fatmire Haliti du Centre kosovar de réhabilitation pour les victimes de tortures.

L'ESTONIE PROPOSE DES CELLULES À 3 500 EUROS PAR MOIS

Le Danemark et son gouvernement centriste ne sont pas les seuls à envisager la déportation de certains prisonniers à l'étranger. Dans une interview au *Journal du dimanche*, le 22 mars, le ministre français de la Justice, Gérald Darmanin, estimait qu'il n'y avait « pour le moment aucun contre-avis juridique » à la sous-traitance de l'incarcération. C'est également le cas de la Suède, qui a formé une commission d'experts chargée de la prospection « au sein de l'UE ou dans l'espace Schengen », et des Pays-Bas, qui ne cachent pas réfléchir à la question. L'Estonie a déjà fait acte de candidature et établit la location mensuelle d'une cellule à 3500 euros.

Début avril, la ministre belge de la Justice, Annelies Verlinden, avouait également être séduite par l'idée. « Ils n'ont pas leur place dans les prisons belges », tempêtait-elle auprès du quotidien néerlandophone *Het Belang van Limburg* (l'intérêt du Limbourg), citant le Kosovo parmi les options. Si la proposition figure dans le programme de la Nouvelle Alliance flamande (N-VA), la formation du premier ministre nationaliste, Bart De Wever, elle n'est pas sans poser de sérieuses questions de droit. Car, si la Belgique a été le premier pays de l'Union européenne (UE) à transférer ses détenus vers un pays tiers (la prison de Tilburg aux Pays-Bas), elle le faisait jusqu'alors au sein de l'espace communautaire.

Depuis 2008, une décision de l'UE acte en effet le principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires prononçant une peine de prison. Le texte autorise ainsi un pays membre à exécuter une peine de prison prononcée dans un autre pays à l'encontre d'une personne résidant sur son territoire. Le Kosovo, qui a déposé une demande d'adhésion à l'UE en décembre 2022, pourrait voir de manière illusoire dans cette sous-traitance un moyen d'accélérer l'approbation de son dossier, dans une Europe qui tend de plus en plus à faire de la migration une question sécuritaire. ■

LINA SANKARI



Avec la neige,
Tim Mielants
symbolise
l'enfouissement
des cruautés
perpétrées au
sein de l'Église
irlandaise.
ENDA BOWE/LIONSGATE

Le devoir de garder le silence

Tu ne mentiras point, de Tim Mielants, Irlande, 1h 38

Une livraison, c'est simple. Bill Furlong, à la tête d'une petite entreprise de charbon, en effectue tous les jours, à bord de son pick-up jaune. En cet hiver de l'année 1985, dans la ville de New Ross, dans le sud-est de l'Irlande, les foyers ont besoin de se réchauffer. Y compris l'obscur couvent situé à l'orée des habitations. Couvert de suie, l'entrepreneur dépose les gros sacs dans le local, tandis qu'une voiture amène un autre colis : une jeune femme.

Elle hurle, se débat pour ne pas entrer dans l'institution religieuse, mais se fait avaler par ce bâtiment austère, poussé par la mère supérieure. Le charbonnier, resté caché, est témoin de la scène. Ne pas voir, ne pas entendre, ne pas parler, telles sont, dans la culture bouddhiste, les indications des trois singes de la sagesse.

Film sur le silence, certes, *Tu ne mentiras point* apparaît davantage comme une œuvre sur un aveuglement collectif imposé. Autour de Bill Furlong, personne n'ose évoquer les événements ayant cours dans la demeure des sœurs. Le

CINÉMA Durant deux siècles, des milliers de femmes ont subi des abus dans les couvents de la Madeleine, en Irlande. Le réalisateur belge Tim Mielants signe un film majeur et terrassant sur ce traumatisme, avec Cillian Murphy, tout en sensibilité et mutisme dans le rôle principal.

cinéaste flamand Tim Mielants cultive un temps le mystère, même s'il place son intrigue au cœur d'une tragédie historique, celle des couvents de la Madeleine. Du XIX^e siècle à la fin des années 1990, plusieurs milliers d'orphelines, de filles isolées et pauvres sont contraintes au travail forcé dans des établissements catholiques transformés en blanchisseries, endurant moult sévices. Plutôt que de retracer cette période de façon frontale, le metteur en scène adapte un roman de Claire Keegan et épouse la pudeur de son personnage central.

UNE ALLURE DE CHIEN DOMINÉ

Deux ans après *Oppenheimer*, Cillian Murphy incarne un homme torturé, mais qui connaît la rédemption, à l'inverse du physicien et créateur de la bombe atomique. Le long

métrage de Christopher Nolan se conclut sur une vision apocalyptique, dans un montage frénétique, imaginée par le « destructeur des mondes ». Bill Furlong traîne de plus maigres remords, même si son passé d'enfant recueilli avec sa mère auprès d'une bourgeoise le hante toujours, occasionnant des flash-back pour court-circuiter la trame du présent. Seule figure masculine dans ce récit de femmes, ce père de famille semble refuser le rôle de sauveur qui lui incombe – à bien des égards, son histoire s'ancre dans une mythologie chrétienne, avec l'absence d'un géniteur.

Par sa posture voûtée, son regard plongé vers le sol et son caractère mutique, le comédien irlandais lui confère une allure de chien dominé. Difficile, donc, de ne pas ressentir de l'empathie pour ce protagoniste sensible et ■■■

■■■ tourmenté. À ce titre, la séquence de confrontation avec la mère supérieure, personnage endossé avec froideur et dédain par Emily Watson, s'affiche comme le point d'orgue de ce souci compassionnel vis-à-vis de cet individu piégé par plus puissant que lui. Et Cillian Murphy délivre de nouveau une performance pleine de finesse et d'intelligence, sans jamais tomber dans la caricature, au contraire,

parfois, des lourdeurs de l'écriture. L'oscarisé s'investit pleinement, jusqu'à être producteur du projet, aux côtés de Matt Damon.

Son jeu peut compter sur une mise en scène relevée. Le réalisateur Tim Mielants a travaillé sur des épisodes de la série *Peaky Blinders*, ce qui explique la proximité avec l'interprète de

Thomas Shelby, et deux autres longs métrages. Le silence et la cécité face aux abus de l'Église se perçoivent également dans la manière de filmer les décors, sous une pluie fine ou des couches de neige symbolisant l'ensevelissement des cruautés perpétrées. L'action de *Tu ne mentiras point* se déroule dans un environnement réel, souvent en extérieur, à l'exception des scènes dans la maison de Bill Furlong. C'est qu'il n'est pas question de pénétrer le mystérieux couvent. De même, la ville paraît hantée et inhospitalière, malgré les illuminations de Noël.

Bref, la réalisation convoque autant un imaginaire de conte maléfique que des inspirations plus horribles. Cela dit, les métaphores croquées ne se distinguent pas par leur originalité. Tous les soirs, en rentrant du boulot, Bill Furlong se frotte les mains avec une brosse pour se débarrasser de saletés persistantes. L'utilisation de la noirceur, d'un point de vue tant narratif que figuratif, du charbon pénétrant les pores de la peau à la nuit baignant chaque ruelle, peut s'avérer excessive à certains moments. Cette surabondance contraste avec la retenue requise pour évoquer les mauvais traitements reçus par les prisonnières du couvent. Une absence de surenchère bienvenue, pour ne pas céder un pas de plus à la violence. ■

ELÉONORE HOUËE

ANNONCES LÉGALES

Le journal l'Humanité
est officiellement habilité pour
l'année 2025, pour la publication
des annonces judiciaires et légales dans les départements: 93, 94.
Arrêté du 16 décembre 2024 relatif à la tarification et aux modalités de publication des
annonces judiciaires et légales.
- Pour les constitutions, dissolutions, clôtures, changement de nom patronymique et toutes autres modifications en vie des sociétés : le tarif est au forfait
- Toutes autres modifications ou événements multiples : le tarif est de 0,237 euro H.T. le caractère

DISSOLUTION

AMG FACILITIES
SAS au capital de 10 000 euros
Siège social : 35-37, rue de l'Université, 93160 Noisy-Le-Grand
812 873 289 RCS Bobigny

La décision en date du 7 avril 2025 a nommé, à compter du même jour, Commissaire Aux Comptes Suppléant : M. KEUNGUEU Thomas, demeurant 12, rue Rosenberg, 62320 Rouvroy, en remplacement de M. POISSON Pierre. Modification du RCS de Bobigny.

DIVERS SOCIÉTÉS

GIDEF
SARL au capital de 500 000 euros
Siège social : 1-3, rue d'Aurion, 93110 Rosny-Sous-Bois
394 468 201 RCS de Bobigny

L'AGO du 30 septembre 2022 a nommé, à compter du même jour, Commissaire Aux Comptes Suppléant : M. KEUNGUEU Thomas, demeurant 12, rue Rosenberg, 62320 Rouvroy, en remplacement de M. POISSON Pierre. Modification du RCS de Bobigny.

SCI SAZEM

SCI au capital de 1 000 euros
Siège social : 63, avenue Aristide-Briand, 93190 Livry-Gargan
911 288 512 RCS Bobigny

L'AGE du 23 décembre 2024 a décidé de transférer le siège social au 11, avenue Pasteur, 93140 Bondy, à compter du 23 décembre 2024. Mention au RCS de Bobigny.

Chronique de la mort annoncée d'un régime ubuesque

CINÉMA Dans les derniers jours de la Roumanie de Ceausescu, une poignée de personnages tentent de contourner les règles d'un monde absurde. Bogdan Muresanu signe une minifresque pleine de rires amers et de larmes givrées.

Ce nouvel an qui n'est jamais arrivé,
de Bogdan Muresanu,
Roumanie-Serbie, 2 h 18

Un mois après la chute du mur de Berlin, le 20 décembre 1989, la vie suit son cours dans la Roumanie du conducteur Ceausescu. Les habitants de Bucarest préparent le Nouvel An. Mais le ver est déjà dans le fruit. À la télévision, on vient de tourner l'émission officielle de fin de l'année, semblable à une fête de patronage d'antan, où des comédiens la bouche en cœur rivalisent de compliments à l'égard de leur cher dictateur. Mais l'actrice principale de cette mascarade a fait défécction pour passer à l'Ouest. Vent de panique à la télé, qui est la partie émergée d'un iceberg narratif en forme de panier de crabes où une demi-douzaine de personnages expriment le malaise généralisé qui va préluder à la « révolution roumaine », puis, cinq jours plus tard, à l'exécution du maître du pays. *Ce nouvel an qui n'est jamais arrivé*, de Bogdan Muresanu, est ce qu'on appelait autrefois un « film chorale », tourné dans

le style agité du Dogme danois de 1995. Manière comme une autre de suggérer le désordre croissant au sein duquel les névroses des uns et des autres sont autant de lézardes dans la psyché roumaine annonçant l'effondrement du régime.

L'EFFONDREMENT DU SYSTÈME EN APOTHÉOSE FESTIVE

Muresanu traite cette page d'histoire récente dans l'esprit sarcastique du cinéma roumain que l'on aime. Les puissants, notamment Ceausescu (jamais montré) et ses sbires, sont éminemment grotesques, certes, mais leurs victimes également. Par exemple, l'homme rendu fou par la lettre de son fils demandant comme cadeau de Noël « la mort du vieux Nico ». Tout est à l'avenant dans cette œuvre tragi-comique qui traite la farce sérieusement, en décrivant ses implications douloureuses, et qui aborde le drame sur un ton facétieux - voir l'actrice dépressive tentant de se mutiler et de se rendre malade pour être exemplaire du show télé. L'un dans l'autre, l'horreur du système de répression est atténuée par la fantaisie de la mise en scène, qui zappe d'une situation à une autre, pour aboutir

à une apothéose festive avec l'effondrement du système et de son pilier. Muresanu parle de « feel good movie ». Mais un « feel good movie » à la roumaine ne peut pas être à l'eau de rose. Il faut que ça coince et que ça grince.

Après, ce n'est pas cinglant non plus. Malgré sa justesse, le film, qui dissèque la cruauté de l'appareil d'État et des parades employées par ses victimes, avec en toile de fond des événements réels, reste classique. Sa seule idée puissante et originale réside dans son finale pulsé par le Boléro de Ravel, qui fait figure de long roulement de tambour avant l'acte final, la mise à mort du tyran (hors film). Bien que surutilisée au cinéma, cette scie musicale fonctionne très bien ici ; elle clôt la fresque sur une note presque euphorique. D'où son côté feel good. Etpuis on ne peut pas ignorer que, comme le dit avec justesse le réalisateur iranien Mohammad Rasoulof, cité dans le dossier de presse : « Bien que située dans un passé récent, ce film peut être vu comme un reflet du présent et porte un avertissement sur le futur. » Suivez nos regards vers l'Ouest et vers l'Est. ■

VINCENT OSTRIA



Cette œuvre traite la farce sérieusement et aborde le drame sur un ton facétieux. MEMENTO

«En deux ans, nous avons versé 50 000 euros à l'Humanité»

PRESSE Le président de la Société des lecteurs et lectrices de l'*Humanité*, Hervé Bramy, évoque les grandes thématiques qui seront abordées lors de l'assemblée générale du 14 juin et revient sur le rôle central des lecteurs dans le soutien à une presse indépendante.

Pouvez-vous définir le rôle de la Société des lecteurs et lectrices de l'*Humanité* ? L'association a pour but d'intégrer les lecteurs et lectrices à la vie du journal. Nous sommes citoyens, militants et ac-

tionnaires, et nous assurons la promotion du titre auprès du public le plus large. Par exemple, lors de la manifestation parisienne du 1^{er} Mai, nous tenons un stand sur le parcours du cortège syndical, afin de diffuser quelques milliers d'exemplaires du journal. Sinon, nous sommes présents lors des congrès syndicaux, aux événements politiques et à tout autre événement qui veut bien nous accueillir, pour promouvoir l'*Humanité* et aller chercher de nouvelles souscriptions.

Quelle est la plus-value d'avoir une association comme la vôtre auprès de notre journal ?

Nous contribuons à la baisse des prix des abonnements, en compensant avec l'argent des cotisants. En deux ans, nous avons versé 50 000 euros au journal. Pour continuer d'apporter cette aide financière, nous nous battons pour maintenir un nombre conséquent d'adhérents à notre association. Nous sommes environ un millier actuellement, et nous espérons être autour de 2500 à la fin de l'année. Pour cela, nous

œuvrons à la création de comités régionaux, pour que les lecteurs puissent davantage se réunir et mettre en place des initiatives. C'est à travers ces comités que sont organisés des débats, des rencontres avec des journalistes, ainsi que d'autres actions de promotion du journal.

Vous avez aussi mené une bataille contre la réforme des aides postales pour les journaux...

Exactement. Après avoir lancé une pétition et obtenu plus de 2000 signatures, nous avons pu nous entretenir avec la direction de La Poste. Nous avons mis en place le 3631, un numéro destiné aux lecteurs pour les problèmes de livraison des journaux. Ce service est une avancée, même si de nombreux lecteurs racontent tomber sur un robot et doivent rappeler plusieurs fois pour s'entretenir avec un humain. Nous avons pris en compte ces retours et nous allons les faire remonter à La Poste lors d'un prochain rendez-vous. Au-delà de la mise en place de ce numéro, il faut que la direction se saisisse des problèmes rencontrés dans les centres de tri locaux. Si certains dysfonctionnements persistent encore aujourd'hui, cette bataille est loin d'être inutile : elle permet de clarifier la situation auprès des lecteurs, et d'éviter qu'il y ait une confusion sur les responsabilités. Ce n'est pas à cause de la rédaction et des imprimeries que certains journaux ne sont pas distribués à temps. La Poste en

ENTRETIEN



« Nous espérons atteindre les 2 500 adhérents à la fin de l'année. »

HERVÉ BRAMY, PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ DES LECTEURS ET LECTRICES DE L'HUMANITÉ

est responsable, bien que cela fasse partie de ses missions de service public d'assurer une bonne distribution de la presse.

Quelle est votre prochaine bataille ?

Nous avons décidé, en accord avec la direction de la rédaction et celle du journal, de reprendre la proposition de taxer de 1% le marché publicitaire français, pour accroître les moyens des journaux indépendants et à faible ressource publicitaire.

Le montant est estimé à plus de 20 milliards d'euros. Notre pétition a déjà récolté 600 signatures, et nous continuons de consolider cette proposition.

Qu'est-ce que vous attendez de la prochaine assemblée générale qui aura lieu le 14 juin ?

Nous voulons rediscuter du combat à mener contre la concentration des médias. Lorsque les journaux sont entre les mains de quelques milliardaires, il y a un risque d'uniformisation de l'information, et donc de réduction de l'esprit critique des citoyens. Face à cette menace, nous souhaitons rappeler que l'*Humanité* est un journal indépendant qui appartient à ses lectrices et lecteurs. Nous allons également organiser un débat sur la taxe publicité évoquée précédemment et un autre sur la place accordée aux ouvriers et à leurs représentants syndicaux dans les colonnes du journal. Nous ferons également le point sur nos comptes et renouvelerons les représentants des lectrices et lecteurs au conseil d'administration. Enfin, et c'est peut-être le plus important, nous rediscuterons du travail effectué par la rédaction via un temps d'échange et de critique. Notre engagement n'a de sens que si les citoyens qui lisent ce journal y trouvent leur compte. Il est important de valoriser les équipes, en saluant la qualité des décryptages, des analyses et des révélations de ce journal, ainsi que de ses nouveaux supports numériques. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR HONORINE LETARD



Adhésion 2025 à la S2LH

L'Humanité appartient à ses lecteurs : adhérez à la S2LH !

- Je règle ma cotisation 2025 de **20 euros** ou je verse la somme de _____ euros.
 Je souhaite recevoir l'imprimé pour le prélèvement automatique.

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____ Téléphone : _____
Courriel : _____

Chèque uniquement à l'ordre de la Société des lecteurs et lectrices de l'*Humanité*.
A renvoyer à la Société des lectrices et lectrices de l'*Humanité* à l'aide de l'enveloppe T jointe.
Pour celles et ceux qui disposent d'un comité dans leur département, nous vous invitons à prendre contact, avant tout règlement, avec les responsables de celui-ci (coordonnées sur notre site Internet).



Adhésion 2025 à la S2LH

L'Humanité appartient à ses lecteurs : adhérez à la S2LH !

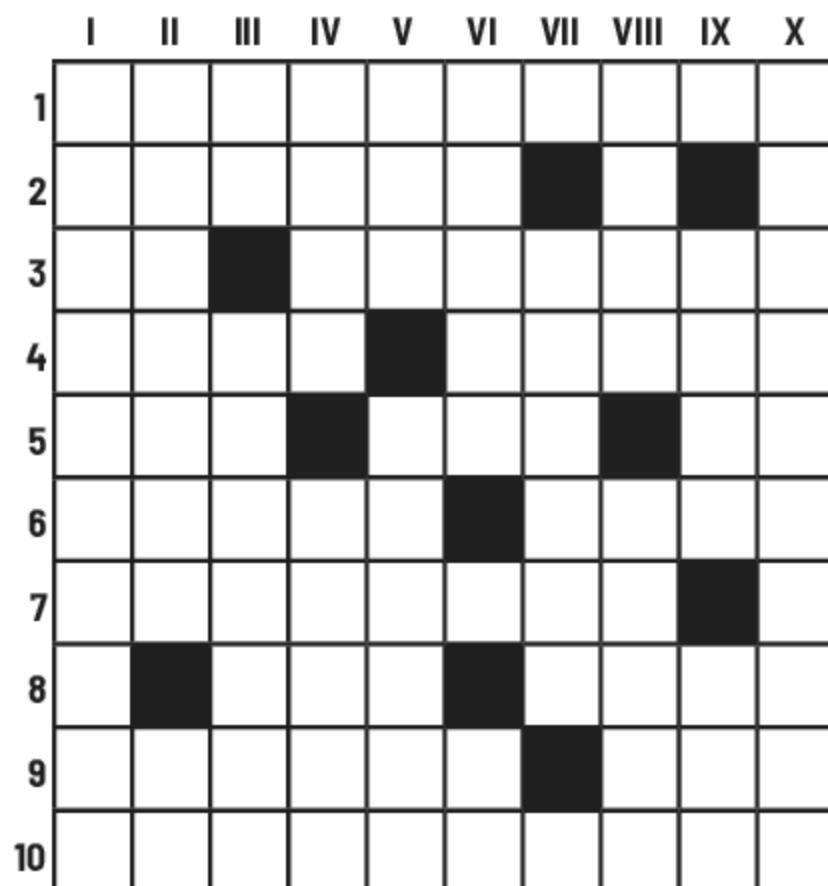
- Je règle ma cotisation 2025 de **20 euros** ou je verse la somme de _____ euros.
 Je souhaite recevoir l'imprimé pour le prélèvement automatique.

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____ Téléphone : _____
Courriel : _____

Chèque uniquement à l'ordre de la Société des lectrices et lectrices de l'*Humanité*.
A renvoyer à la Société des lectrices et lectrices de l'*Humanité* à l'aide de l'enveloppe T jointe.
Pour celles et ceux qui disposent d'un comité dans leur département, nous vous invitons à prendre contact, avant tout règlement, avec les responsables de celui-ci (coordonnées sur notre site Internet).

Carnet

Alain Ferrarotti est décédé à l'âge de 72 ans. Le militant communiste des Hauts-de-Seine s'engage d'abord auprès de Pierre Sotura. Il deviendra secrétaire fédéral du PCF 92 chargé de la bataille des idées. Il travaillera un temps au secrétariat de Roland Leroy, directeur de l'*Humanité* dans les années 1980. De 1991 à 2001, il devient secrétaire de la section du PCF de Colombes. Le responsable local du PCF est élu maire adjoint de Colombes de 1995 à 2001. Après 2001, il est directeur de cabinet de Martine Durlach, maire adjointe PCF à Paris. Il finira sa longue carrière professionnelle en tant que directeur de cabinet de Daniel Brunel, conseiller régional communiste d'Île-de-France. Ses obsèques se dérouleront le vendredi 2 mai, à partir de 16 h 30, au crématorium, 395, rue du Clos-Bernard, à Saint-Fargeau-Ponthierry en Seine-et-Marne. L'*Humanité* présente ses condoléances à sa famille et à ses proches.

MOTS CROISÉS N° 24 184 par Martial Dubois**HORIZONTALEMENT**

1. Tsigane.
2. Abysses.
3. Stère. De Judas c'est un champignon.
4. Coiffure militaire. Casser les pieds.
5. Pépinière politique. Fils ainé de Noé. Article indéfini.
6. Trait d'union. Élément atomique.
7. Tâtes avec insistance et de façon peu délicate.
8. Mélodie. Couche superficielle du globe terrestre.
9. Façonnée avec une machine-outil. La mère du genre humain.
10. Défauts dans une pièce coulée.

VERTICIALEMENT

- I. Joueur d'un sport de ballon.
- II. Parvenir à ses fins. Sélénum.
- III. Onomatopée qui, répétée, figure le rire. Engageait un enjeu.
- IV. Trouble des sens. Protégea les tiges d'un jeune arbre avec des branches piquantes.
- V. Océan. Rideaux.
- VI. Rivière de France. Sur une peau d'âne.
- VII. Pièces de vers satiriques.
- VIII. Bons à rien. Petit saule aux rameaux flexibles.
- IX. Possesseur. Prière à la Vierge.
- X. Hors du temps.

SOLUTION HORIZONTALEMENT. 1. Bohémienne. 2. Abîmes. 3. St. Omer. 4. Képi. Raser. 5. ENA. Sem. Un. 6. Tret. Bore. 7. Triportes. 8. Air. 9. Usinée. 10. Retassures. Mer. Stores. VI. Isère. Es. VII. Lambe. VIII. Nuis. Osier. IX. Léger. Ave. X. Ermelle.

VERTICIALEMENT

1. Basketeur.
2. Détentir.
3. Hi. Partait.
4. Epina.
5. ENA. Sem. Un.
6. Tret.
7. Triportes.
8. Air.
9. Usinée.
10. Retassures.

l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'*Humanité* (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957)
Capital social 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion: agence Boconseil.

Tél. : 09 67 32 09 34.
E-mail : oborsch@boconseilame.fr
Vente militante 01 49 22 73 55
Publicité Comédiance. Olivier Valentin, président
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)
Directoire
Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication
Conseil de surveillance
Jean-Louis Frostin, président

Actionnaires principaux SAS Fonds d'*Humanité*, Association des lectrices et des lecteurs de l'*Humanité*

Impression POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)

Numéro ISSN 0242-6870

Dépôt légal Date de parution

Commission paritaire 1124 C 79615

Tirage du 28 avril 2025 26 107 exemplaires

Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60% ou 100 % de fibres recyclées - IFDG. Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.

**Miroir du Cyclisme revient !****GRÂCE À VOUS...**

Participez au retour du magazine mythique de la petite reine !

À l'heure des grands changements dans ce sport, nous souhaitons revenir à ce qui anime le cyclisme: la dimension humaine, les histoires qui émaillent les parcours des coureurs, le sens du collectif, avec la volonté de « dire » notre époque.

MIROIR DU CYCLISME**JE CHOISIS LE MONTANT DE MA CONTRIBUTION**

- 15 €** Je réserve le magazine (frais de port inclus)
- 25 €** Je reçois le magazine / la casquette Miroir du Cyclisme
- 100 €** On m'offre le magazine / la casquette Miroir du Cyclisme / 1 poster grand format
- 250 €** On m'offre le magazine / la casquette Miroir du Cyclisme / 1 poster grand format / 1 entrée à la Fête de l'*Humanité* pour y rencontrer l'équipe de Miroir du Cyclisme
- Montant libre**
Je soutiens l'aventure en faisant don de _____ €

NOM / PRÉNOM _____
ADRESSE _____
VILLE _____
CODE POSTAL _____
TÉLÉPHONE _____
E-MAIL _____

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'*Humanité* en partage à: L'*Humanité*, Miroir du Cyclisme - Immeuble Calliope - 5, rue Pleyel - 93528 Saint-Denis CEDEX

DÉFISCALISATION Votre don vous donne droit à une réduction d'impôt de 66% dans la limite de 20% du revenu imposable

VOUS POUVEZ FAIRE UN DON EN LIGNE, SUR NOTRE PAGE DE FINANCEMENT PARTICIPATIF



■ Je souhaite que mon nom apparaisse sur le mur des donateurs et donatrices du futur site de Miroir du Cyclisme en remerciement de mon soutien.

Magazine de 124 pages au format 23x30

Souscription 2025**Le prix de la vérité**

FAKE NEWS, DIVISION, MANIPULATION, RACISME, DISCRIMINATION, COMPLOTS, CORRUPTION, MENSONGES

JE FAIS UN DON À L'HUMANITÉ EN VERSANT _____ €

NOM / PRÉNOM _____
E-MAIL _____
TÉL. _____
ADRESSE _____
VILLE _____ CODE POSTAL _____

J'accepte de recevoir des informations de la part de l'*Humanité*.

Votre don est à retourner à l'*Humanité*, souscription, immeuble Calliope, 5, rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex.

OU JE FAIS UN DON EN LIGNE !

DÉFISCALISATION

VOTRE DON VOUS DONNE DROIT À UNE RÉDUCTION D'IMPÔT DE 66 %, DANS LA LIMITÉ DE 20 % DU REVENU IMPÔSSABLE.

Par exemple, si je donne 100 €, je récupère 66 €. Si je donne 200 €, je récupère 132 €. Si je donne 500 €, je récupère 330 €.

Je fais un don de 1 à 40 € : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Presse et Pluralisme Humanité.

Je donne 500 € ou plus : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de l'*Humanité* en partage.

Seule la paix rend possibles le progrès et le développement

Ces derniers mois, l'idée d'un conflit mondial s'est installée en toile de fond dans nos vies. Un chœur de guerre, accordé sur l'axe atlantique, entonne des menaces, désigne des ennemis et impose la peur. Les États-Unis s'en tiennent à leur vieux scénario pour enrayer leur déclin et inverser leur perte d'influence relative, en désignant la Chine comme ennemi principal. Que ce soit sous l'administration Trump ou une autre, l'intrigue se répète. Les États-Unis, profitant de leur domination sur les institutions financières, de leur puissance militaire, du dollar imposé comme monnaie de référence, misent sur l'agression, sans épargner leurs alliés, militarisent les relations internationales, et cherchent à s'assurer le contrôle des routes commerciales et des ressources naturelles.

On entonne le discours de la nécessité d'un réarmement européen, en ignorant que les dépenses militaires des pays européens représentent déjà un quart du budget militaire mondial. Le maintien et l'expansion de l'Otan n'ont jamais été faits au nom de la défense de l'Europe. Ils ont plutôt engendré d'énormes tensions et conflits, comme dans les Balkans, et ont visé, militairement et politiquement, à sauvegarder les intérêts des États-Unis sur le continent – comme ils le font partout dans le monde avec l'imposition de bases militaires, les sanctions, les blocus, la promotion de coups d'État et de déstabilisations.

Le monde n'est plus celui d'il y a cent ans, mais la cupidité du capital demeure inchangée. La guerre, l'extrême droite et les forces réactionnaires restent quelques-uns de ses meilleurs outils.

C'est là qu'entre en jeu la toujours actuelle question de classe. Du secrétaire général de l'Otan à l'Union européenne, la rengaine est claire : couper dans la santé, l'éducation, les salaires, les droits. Tout pour la sécurité – mais pas celle du peuple. Les règles et les restrictions de la gouvernance économique, si sacrées lorsqu'il s'agit d'investir dans les écoles ou les hôpitaux, s'évaporent lorsqu'il s'agit d'armement. Pour les chars, pas de problème. Pour les salaires, il faut se calmer.

Exiger la paix, aujourd'hui, est un acte de classe. Le capital veut des profits et veut intensifier l'exploitation des travailleurs. Pour cela, il fait appel à l'extrême droite, à la répression, à la guerre. Les travailleurs, eux, veulent des droits, le progrès et la justice sociale. Car ce sont les travailleurs et leurs enfants qui voient leurs salaires stagner, leurs retraites diminuer et les services publics disparaître au nom de la « crise » alimentée par la guerre ; ce sont eux qu'on envoie au front.

Le Portugal a ses propres exemples. En même temps qu'on parle de millions pour satisfaire les exigences de Trump, il manque de

Sous la houlette de la Commission européenne, les Vingt-Sept ont engagé une course aux armements.

Des syndicalistes du continent livrent des clés pour la construction d'une économie de paix.



JOÃO BARREIROS
Membre du comité exécutif
de la CGTP-IN, secrétaire
aux relations internationales (Portugal)

l'argent pour résoudre la crise du logement. L'investissement public est détourné vers le réarmement, comme si celui-ci était le nouveau miracle économique. Et les jeunes ? Qu'ils s'enrôlent dans la machine de guerre.

Depuis longtemps, au Portugal, nous affirmons la nécessité de produire davantage. Après l'entrée dans l'Union européenne, des pays périphériques comme le Portugal ont vu des secteurs stratégiques, comme l'énergie, être privatisés ; l'agriculture, quasiment abandonnée à la demande de l'UE elle-même ; et le secteur industriel remplacé par le commerce et les services, avec des salaires plus bas et une précarité élevée. La nécessité de produire plus est donc urgente pour le développement du Portugal. L'affirmation de la souveraineté, qui nous permet de produire davantage et de diversifier nos relations commerciales, est essentielle. Mais ce

développement doit être tourné vers l'avenir, et nous ne voulons pas que cet avenir soit la guerre.

Comme des millions de gens dans le monde entier, nous élevons notre voix pour exiger la paix. Car la guerre en Ukraine, au Moyen-Orient, en Afrique, n'est pas le fruit du hasard. Elle est alimentée par des ingérences, des intérêts économiques, des luttes de pouvoir, un appétit vorace pour les ressources naturelles, ainsi que par les intérêts des grandes entreprises de l'armement, dont les profits ont explosé.

Il fut un temps où, face aux dérives bellicistes, certains ont su conclure des accords pour garantir la sécurité collective. L'histoire montre que plus d'armes ne signifie pas plus de sécurité : elles nourrissent de plus grands dangers, des intentions d'usage et le choix de la destruction. Personne ne dépense des millions pour laisser les armes au repos.

«L'investissement public est détourné vers le réarmement, comme si celui-ci était le nouveau miracle économique.»

À la CGTP-IN, nous n'avons aucun doute : nous défendons la paix, sans reculer d'un pas. Il est nécessaire que les travailleurs et les peuples se mobilisent pour défendre le droit de vivre en paix et le respect du droit international établi après la Seconde Guerre mondiale. Il est temps de ramener à la raison ceux qui promeuvent et cherchent la guerre. Il est temps de lutter pour le respect du droit international, pour le respect du traité de non-prolifération des armes nucléaires, des conventions sur l'usage des armes biologiques, chimiques ou conventionnelles, pour le désarmement général et contrôlé et la dissolution des blocs politico-militaires.

L'histoire démontre que la force organisée des travailleurs est une force de transformation. Lorsque les intérêts de ceux qui gagnent et profitent de la guerre sont remis en cause, le progrès devient réel. Construisons l'unité dans la guerre contre la pauvreté, le chômage, les bas salaires, le racisme et les discriminations. Construisons l'unité dans la solidarité avec les peuples victimes de conflits, d'ingérences et de blocus. Exigeons la fin de la guerre, la fin du génocide en Palestine, la fin du blocus contre Cuba.

Face aux « kits de survie » qu'on veut nous faire avaler, brandissons le kit de résistance contre ceux qui imposent la peur pour nous priver de la lutte, de l'organisation et des droits. C'est nous qui produisons tout, soyons capables de défendre nos intérêts. Pour cela, il est toujours temps. ■

1^{er} Mai, fête du Travail.

Est-ce vraiment la fête pour tous ?

Oui, le 1^{er} Mai est une fête.

Ce jour a été créé à l'origine pour nous rassembler, pour célébrer les avancées des conditions de travail.

Ce jour est la fête des travailleurs, mais il est aussi l'occasion de penser à ceux qui sont privés de travail ou qui n'ont pas pu le choisir.

Ceux pour qui trouver un travail est un parcours du combattant.

Et pourtant, le travail n'a jamais été aussi important, et j'ai la conviction qu'il doit permettre à chacun d'évoluer, d'expérimenter ou de se réinventer et de développer des compétences tout au long de la vie.

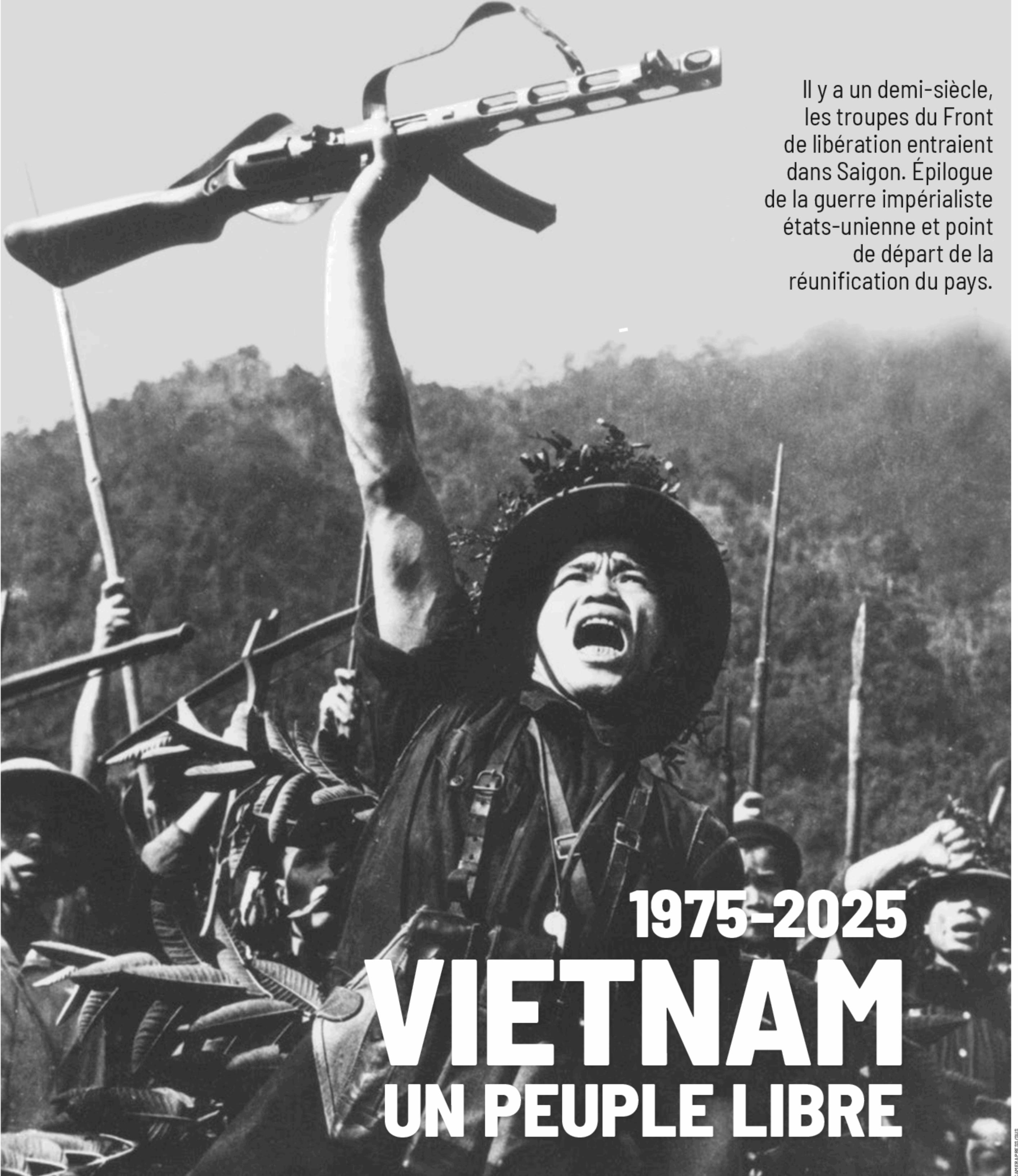
Chez Actual, nous avons un rôle à jouer pour donner accès au travail à toutes et à tous, quels que soient leur parcours, leur âge, leur origine, afin de favoriser l'émancipation et la réalisation personnelle.

Voilà pourquoi nos 4 000 collaborateurs œuvrent chaque jour pour faire du monde du travail un monde ouvert et riche en possibilités, et pour que toutes et tous aient accès à un travail choisi.

**Pour qu'aujourd'hui, plus que jamais,
le travail devienne une chance.**

Samuel Tual
Président d'Actual group,
acteur majeur du travail en France.

 **actual** faire du travail
une chance



Il y a un demi-siècle,
les troupes du Front
de libération entraient
dans Saïgon. Épilogue
de la guerre impérialiste
états-unienne et point
de départ de la
réunification du pays.

1975-2025
VIETNAM
UN PEUPLE LIBRE

COMMÉMORATION

Ce 30 avril, le pays, désormais engagé sur la voie d'un développement spectaculaire, célèbre les 50 ans d'une libération arrachée au prix fort. Le peuple vietnamien se souvient et regarde vers l'avenir.

Hanoï, Hô Chi Minh-Ville (Vietnam), envoyé spécial.

Même sous la grisaille et la lourde canicule de Hanoï, on en voit de toutes les couleurs. Le vieux quartier de la capitale est en fête, et aux néons, étals de fruits et de vêtements des boutiques s'ajoutent des milliers de drapeaux rouges aux murs, flanqués de marteaux, de fauilles et d'étoiles dorées. Le Vietnam est en ébullition à l'approche du 30 avril 2025, l'anniversaire des 50 ans de la libération du pays après la victoire contre l'agresseur états-unien. Les enfants ont une semaine de vacances, le flot de scooters est encore plus important que d'habitude, et de grandes bannières en tissu d'où semblent s'envoler des colombes célébrent les résistantes et résistants qui obtinrent enfin la paix et la réunification du pays après la colonisation française (1858-1954) et la guerre américaine (1955-1975).

Un demi-siècle plus tard, Hanoï bouillonne de vie, du matin au soir. Qu'importe la quarantaine de degrés et les 80 % d'humidité, la capitale fourmille de passants et de travailleurs qui viennent s'asseoir sur les petits tabourets en plastique des restaurants de rue pour savourer une soupe phô au poulet légèrement épiceée, un banh mi surchargé de boeuf et de légumes ou un grand café glacé. Le tout sous l'œil de Lénine, dont la statue se dresse sur une grande place du centre, mais surtout de Nguyen Ai Quoc, plus connu sous le nom de Hô Chi Minh. Le fin visage et le bouc grisonnant du héros de la nation sont omniprésents dans les rues, et son mausolée, ouvert quelques heures par jour, est chaque matin pris d'assaut par des milliers de locaux et de touristes.

PARTENAIRE ESSENTIEL DES SUPERPUISSEANCES

Si l'on peut douter de son penchant pour une telle idolâtrie, l'Oncle Hô et son combat d'une vie pour le Vietnam forcent l'admiration. Pour trouver une réponse à la domination de son pays – elle sera marxiste-léniniste –, le jeune homme sillonne le monde. La France, notamment, où il votera en 1920 pour la création du Parti communiste français. Il trouvera dans la jeune formation un soutien précieux. Dans les pages de l'*Humanité*, il publiera une tribune pour y réclamer l'émancipation des travailleurs et la fin des colonisations. L'édition du 18 juin 1919, où Hô Chi Minh rédige son fameux « Le droit des peuples » contre la France coloniale au sortir de la Première Guerre mondiale, est toujours exposée au musée de Hanoï. Il est également très présent sur les panneaux de l'exposition exceptionnelle de *Nhan Dan*, le quotidien du Parti communiste du Vietnam. Installé dans un



Le Vietnam avance mais n'oublie pas

grand complexe d'époque coloniale au bord du lac Hoan Kiem, le journal retracait cette semaine les derniers jours de la guerre et ses lendemains en affichant les unes de l'époque, dont celle du 1^{er} mai 1975, qui titre sur la « libération de Saigon » et la « victoire totale de la nation ».

« Cet événement est important pour que les jeunes comprennent les sacrifices de leurs prédecesseurs, se souviennent du soutien international, en tirent des leçons et construisent l'avenir », se félicite Chu Hong Thang, chef du service international de *Nhan Dan*, les mains chargées de pages de texte à relire. C'est pourquoi nous allons proposer des témoignages de vétérans, d'anciens correspondants de guerre ou de figures telles que Nguyen Thi Binh (ancienne résistante, ministre et vice-présidente – NDLR). » À l'ombre d'un banian de plus de cinq cents ans, l'exposition insiste également sur le demi-siècle qui vient de s'écouler.

Depuis 1975, le Parti communiste vietnamien a mené en un temps record le pays aux portes des 30 plus grandes économies du monde. Contre le douloureux embargo qu'un Washington amer met en place dans les années 1980 (et qui n'a été totalement levé qu'en 2018), les dirigeants vietnamiens implémentent le « Dôi Moi », une ambitieuse politique économique qui fait

du pays une fenêtre sur le monde, et un partenaire essentiel des superpuissances chinoise et états-unienne.

Et ce n'est pas fini. « D'ici à 2030, le Vietnam deviendra un pays en développement avec une industrie moderne et un revenu intermédiaire supérieur », veut croire le secrétaire général du PCV, To Lam. D'ici à 2045, il deviendra un pays socialiste développé à revenu élevé. » Le dirigeant compte bien marcher dans les pas de ses prédecesseurs, et notamment de Nguyen Phu Trong, décédé en 2024, artisan de la « politique du bambou ». « Du bambou vietnamien ! précise un Chu Hong Thang vigilant. Après avoir vécu deux guerres de résistance, l'objectif absolu du Vietnam est la paix, l'amitié, la coopération, en favorisant l'intérêt national ainsi que celui des partenaires internationaux, sur le modèle du multilatéralisme. » Aujourd'hui pilier de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean), qui a un partenariat stratégique global avec douze pays, le Vietnam continue de se développer, d'essayer de réduire les inégalités.

UN MÉLANGE D'ÉMOTION ET DE JOIE

À côté de la cathédrale Saint-Joseph, les petites rues commerçantes sont ornées d'une indomptable végétation et de centaines de fanions vietnamiens et communistes, un éden intimiste au cœur de Hanoï. Devant un bar qui propose des bières et des fruits coupés, une jeune employée

« L'objectif absolu du pays est la paix, l'amitié, la coopération. »

CHU HONG THANG, JOURNALISTE AU QUOTIDIEN NHAN DAN

La statue de l'Oncle Hô devant l'hôtel de ville de Hô Chi Minh-Ville, le 26 avril.

Ci-contre, banderole pour le cinquantenaire de la fin de la guerre.

NHAC NGUYEN/AFP



REPORTAGE

d'un salon de massage est en pause, sa mince silhouette assise sur l'un des innombrables scooters. Elle est bientôt rejointe par le serveur du resto-bar d'en face. Ils discutent, du boulot sûrement, puis sourient, se fixent, se lancent des piques en fumant leur cigarette. « Non, on n'est pas en couple, rit Mai. Il ne veut pas se marier ! » envoie-t-elle à un Ahn Kiet, qui ne sait plus où se mettre. Preuve s'il en fallait de la lente évolution des moeurs dans une société marquée par les traditions. Quant à l'anniversaire de la libération, « tout le monde va faire la fête, trépigne Mai. Nos parents et grands-parents nous ont parlé de la guerre. Maintenant, on pardonne, mais on n'oublie pas ».

Même avis pour leur ami qui vient d'arriver, Tony, un jeune homme costaud dont les mèches blondes retombent sur le front, au-dessus de ses yeux grossis par ses lunettes. « Je suis étudiant en langues étrangères » à l'université nationale de Hanoï, dit-il nonchalamment, manquant de renverser le scooter sur lequel il s'appuie. « Avec Ahn Kiet, on se connaît depuis l'enfance, continue-t-il. Nos familles habitent le quartier, donc on se retrouve ici de temps en temps. » Contrairement à ses camarades, l'étudiant veut quitter le pays, « voyager, travailler à l'étranger, c'est pour ça que j'ai choisi les langues. J'aime bien le Vietnam, mais il y a beaucoup d'autres pays à voir ». Pour lui, les célébrations seront plus solennelles : sa grand-mère a perdu deux de ses frères dans les années 1960 et 1970.

Le mélange étrange d'émotion et de joies s'apprécie à merveille dans le Sud, à Hô Chi Minh-Ville. Toute la semaine précédant le 30 avril, la capitale économique du pays est devenue une immense fête où, au-dessus des avenues devenues piétonnes, les feux d'artifice éclairent les grands

buildings. Comme les jeux de lumière sur la façade de l'hôtel de ville, derrière la statue de l'Oncle Hô, alors que des concerts se tiennent sur des estrades montées pour l'occasion. Même sur les quais de la rivière Saigon, des centaines d'habitants sont là, entre les grandes bannières rouges et les canons à confettis. De quoi illuminer les yeux usés de Goro Nakamura, photographe japonais qui a documenté l'horreur du napalm et de l'agent orange dans sa jeunesse. Invité par le comité populaire de Hô Chi Minh-Ville, l'octogénaire est quelque peu gêné de poser devant ses photos, exposées au musée des Vestiges de la guerre. Il faut dire qu'il est difficile de fixer le regard sur ces enfants au visage déformé, aux membres atrophiés, aux corps défoncés et brûlés par les bombardements. « J'avais une vingtaine d'années, je me souviens de tout ça, je m'en souviendrais toujours », dit-il pensif.

UN MODÈLE SOCIAL ÉQUITABLE

« C'est pas que la chaleur », souffle Laura, assise au pied d'un mur du musée, prenant la bouteille d'eau que Mathieu, son conjoint, lui tend. Le couple de Français fait un tour d'Asie du Sud-est et s'est arrangé pour être là le 30 avril. « C'est inhumain, c'est inhumain », répète-t-elle devant trois foetus malformés conservés dans du formol. « C'est bien de se souvenir des horreurs de la guerre, pour ne pas les reproduire, mais c'est vrai que c'est très dérangeant », avoue Mathieu en regardant vers les vitrines qui exposent les armes et munitions utilisées par les Américains. « Leur douleur est commune à toute l'humanité », peut-on lire sur les murs de l'exposition, qui continue avec le soutien

En cinquante ans, le PIB par habitant est passé de 360 à 7 600 dollars.

à la résistance vietnamienne, qui provenait du monde entier : des rues de Berlin ou de Tokyo, des progressistes états-uniens, des communistes français ou indiens.

S'il revient de temps en temps, Goro Nakamura est « toujours surpris du développement du Vietnam ». Depuis la fin de la guerre, le PIB par habitant est passé de 360 dollars (1976) à 7 600 dollars en 2024. Avec un coefficient de Gini de 36, le pays est l'un des moins inégalitaires de la région. Car si l'économie vietnamienne s'est largement ouverte au marché et au libre-échange, elle a su le faire en conservant un modèle socialiste. Les travailleurs ont droit à douze jours de congé par an, un chiffre qui augmente au long de leur carrière. Cette dernière se termine, selon la pénibilité des métiers exercés, entre 51 et 60 ans pour les femmes, entre 56 et 62 ans pour les hommes, selon une réforme qui sera totalement appliquée en 2035. Une fois à la retraite, les pensions sont au maximum de 75 % des salaires cotisés.

« J'ai un ami qui vit en Malaisie, explique Tony. Il n'y a pas de retraite là-bas, les salaires sont plus bas. » La jeunesse a de quoi sourire, ou du moins avoir confiance en l'avenir, à la lumière d'un passé commun extrêmement dur qui concentre la fierté nationale. À Hô Chi Minh-Ville, l'exposition se termine d'ailleurs sur les effusions de joie de 1975, quand Saigon est libérée, le Vietnam réunifié, les familles rassemblées. Comme les généraux Vo Nguyen Giap et Van Tien Dung, tout sourire après la victoire. Une allégorie de la mentalité d'un peuple vietnamien qui, pour écrire son avenir, veut tourner la page, sans l'effacer. ■

AXEL NODINOT



La population de Saigon célèbre l'entrée des troupes nord-vietnamiennes dans la ville et la fin des hostilités. JACQUES PAVLOVSKY/SYGMA/CORBIS/SYGMA VIA GETTY IMAGES

Le 30 avril 1975, « la victoire de l'intelligence vietnamienne »

PAIX La libération de Saigon délivre le pays de toute emprise étrangère pour la première fois en cent vingt ans. Elle clôt le chapitre de trente années d'une guerre parmi les plus longues et meurtrières du XX^e siècle contre la France, puis les États-Unis.

Cela fait quelques semaines que les signes de nervosité sont palpables parmi les cadres et employés du gouvernement fantoche de la République du Sud-Vietnam. Tous le savent : la guerre de maquis est sur le point de s'achever ; elle va laisser place à une guerre conventionnelle. Entre autres indices, des documents trouvés sur les cadavres des ennemis du Front national de libération du Sud-Vietnam (FNL). Et notamment la résolution 08/CT 74, datée de

décembre 1974, qui stipule : « Nos membres doivent être conscients de l'entêtement de l'ennemi, qui veut éliminer la classe ouvrière, cause de la tension actuelle. Par conséquent, en 1975, nous devrons multiplier notre effort par trois ou cinq... nous devons combattre sur la base de l'autosuffisance car nous aurons à livrer une guerre prolongée. »

La stratégie est confirmée un mois avant l'assaut final, qui mènera à la libération de Saigon et à la réunification du Vietnam, le 30 avril 1975. Le bureau politique du Parti communiste du Vietnam (PCV) accouche

à Hanoï d'une déclaration décisive après une série d'offensives marquées de succès durant la campagne Hô Chi Minh : « Le moment stratégique attendu est arrivé. Toutes les conditions sont réunies pour réaliser plus tôt que prévu notre ferme décision de libérer le Sud. Le bureau politique préconise de réaliser, dans les plus brefs délais, une concentration d'effectifs, d'armes et de matériel pour libérer Saigon avant la saison des pluies. » En clair, les soldats disposent d'un mois pour prendre la ville sous la houlette du général Dung et de Lê Duc Tho. Preuve s'il en est que « le parti contrôle le fusil », selon la formule du bureau politique. Lê Duc Tho est en effet l'homme qui conduisit les négociations de Paris avec le secrétaire d'État américain Henry Kissinger. Mais aussi celui qui rejeta le prix Nobel en 1973, considérant que « la paix n'a pas été réellement établie ». Pour parvenir à la paix, il faut terminer la guerre. Les verrous stratégiques de Hué et Da Nang tombés, l'offensive générale sur Saigon peut débuter.

Dans la ville, c'est la panique. Les derniers Américains bouclent leur barda ; les fonctionnaires vietnamiens qui ont collaboré, leurs valises en carton. Les civils du

Sud qui ont fui les combats sont formels : si les combattants nord-vietnamiens sont courtois avec les citadins et les paysans des provinces libérées, les collaborateurs – policiers et membres des services de sécurité en tête – sont arrêtés et parfois exécutés. Le soldat nord-vietnamien, qui atteignait autrefois le Sud à pied par la piste Hô Chi Minh, roule en véhicule motorisé. Ceux du Sud, terrés dans des tunnels longs de 250 km, qui cultivent l'art de disparaître sans laisser de traces face aux Américains, entrevoient la lumière.

DEUX BOMBES SUR LE PALAIS

À l'ambassade des États-Unis, l'heure est à l'élaboration de listes de personnes à évacuer. « Malgré les accords de Paris de janvier 1973 (lire ci-contre), les Américains avaient maintenu d'importantes troupes – 2 000 soldats prétendument civils – et fournissaient un arsenal de pointe à l'armée du Sud. La date du 30 avril est considérée comme la plus grande victoire jamais obtenue par notre pays. Nous sommes le seul peuple à avoir vaincu des forces invasives aussi puissantes », témoignait le général Lê Thanh Tam pour l'Humanité à l'occasion des 40 ans de la libération.

RÉCIT

Dès le 8 avril, un agent secret du Parti communiste du Vietnam au sein des forces aériennes du Sud était parvenu à tromper la vigilance de la tour de contrôle et à larguer deux bombes de 227 kilos chacune sur le palais de l'Indépendance (aujourd'hui palais de la Réunification), dont le plan général reproduit l'idéogramme « chance ». Pas assez pour que l'offensive se révèle décisive, mais suffisamment pour que le président américain Gerald Ford ordonne l'évacuation de ses derniers « conseillers ». Henry Kissinger, jusqu'alors plus occupé par la situation au Moyen-Orient, repousse une tournée en Amérique latine pour suivre la situation au Vietnam.

« UN PEUPLE MAÎTRE DE SON PAYS »

Saïgon est désormais prise en étau. 150 000 hommes se lancent sur la capitale du Sud, le 30 avril. La 324^e division est la première à pénétrer dans la ville. Les hommes du gouvernement révolutionnaire provisoire (GRP) refusent de négocier avec le président Duong Van Minh, qui exerce ses fonctions depuis moins de 72 heures. C'est la reddition ou rien. Ses troupes sont disloquées et en infériorité numérique. Il hésite. Le général putschiste français Paul Vanuxem, ancien de l'Indochine et de l'Algérie, élabora un ultime plan qui tient de la folie : demander à la Chine d'envahir le Nord-Vietnam. Dans son esprit, Paris servirait alors de médiateur pour aboutir à un Sud « neutre » mais néanmoins maléable. À 10 h 24, le président Minh rédige un communiqué signant la capitulation. « Je demande aux soldats de la République du Vietnam de cesser les hostilités (...) Nous attendons ici de rencontrer le GRP du Vietnam du Sud pour discuter ensemble de la cérémonie de transfert du pouvoir. » À 11 h 30, les chars enfoncent le portail extérieur du palais. La dissolution du gouvernement de Saïgon clôt trente années de guerre contre la France puis les États-Unis. À 18 heures, dans le bagn de Poulo Condor, où furent détenus 20 000 résistants vietnamiens en cent treize ans, 78 prisonniers se soulèvent. La colonisation est bel et bien finie, Saïgon portera désormais le nom du président Hô Chi Minh, décédé six ans plus tôt. À Hanoï, dès le lendemain, le 1^{er} mai, la Fête du travail devient celle de la victoire.

Durant leur guerre, les États-Unis auront largué plus de 7 millions de tonnes de bombes, deux fois plus que la totalité du volume auquel ils avaient eu recours durant la Seconde Guerre mondiale. En 2004, le général Vo Nguyen Giap, artisan de la débâcle des Français à Dien Bien Phu, se souvenait dans *l'Humanité* des mots qu'il avait adressés en 1995 à Robert McNamara, l'ancien secrétaire à la Défense des États-Unis : « Vous avez engagé contre nous de formidables forces d'artillerie, aviation, gaz toxiques mais vous ne comprenez pas notre peuple, éprix d'indépendance et de liberté et qui veut être maître de son pays. » Précisant que durant les mille années de domination chinoise, le Vietnam n'a jamais été assimilé, il ajoute : « Contre les B-52, ce fut la victoire de l'intelligence vietnamienne sur la technologie et l'argent. » ■

LINA SANKARI

Les coulisses des accords de Paris

Le 27 janvier 1973, les délégations états-unienne et vietnamiennes parafaient des accords de paix. Retour sur les cinq années qui ont précédé cette signature.

Paris, avenue Kléber, 13 mai 1968. La capitale, éberluée au lendemain de la « nuit des barricades », s'apprête à connaître une des plus grandes manifestations de son histoire. C'est ce jour-là, fixé de longue date, que les délégations américaine et vietnamienne (gouvernement pro-américain de Saïgon, Gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud et gouvernement de Hanoï) se rencontrent pour la première fois.

La paix est-elle aux portes du Vietnam ? Hélas, non. Ces entretiens ne peuvent faire oublier que l'agression américaine dure depuis une dizaine d'années, ni empêcher qu'elle s'aggrave tout au long de la conférence, qui va durer près de cinq ans. Toutefois, au grand étonnement du monde, qui craignait la victoire de la surpuissante machine de guerre américaine, le Vietnam résiste. En janvier 1969, le nouveau président Nixon met en place une politique dite de « vietnamisation » : il s'agit de désamorcer les protestations dans le monde tout en maintenant les buts de guerre de l'impérialisme. Le retrait des soldats états-uniens commence. C'est une première victoire du peuple vietnamien et des forces de paix de par le monde.

Mais Nixon et son complice Kissinger mettent également en place une politique internationale novatrice. En

un mot : jouer la Chine contre l'URSS et le monde socialiste, alors puissant. Et, par ricochet, contre le Vietnam. Cependant, la diplomatie nixonienne avait, dans ses calculs si subtils, oublié un facteur : ni les dirigeants révolutionnaires ni le peuple du Vietnam ne veulent abandonner la lutte pour le but suprême, l'unité du pays. Les manipulations diplomatiques, la terreur aérienne et au sol ne changeront rien. Et c'est bien penauds que les Américains, finalement, reviennent à la table des négociations. Preuve que l'on entre dans l'ère des pourparlers décisifs, Washington envoie à Paris Henry Kissinger et Hanoï mandate un diplomate racé, habile, Lê Duc Tho. C'est en fait entre les deux hommes que les décisions stratégiques sont discrètement discutées, puis présentées aux autres négociateurs et enfin entérinées.

UNE AMÉRIQUE DIMINUÉE

À Washington, deux événements vont faire l'effet d'une bombe. Le 13 juin 1971, le *New York Times* a commencé à publier des « documents secrets du Pentagone » prouvant la duplicité, dès les origines, de la politique américaine. Puis, le 17 juin 1972, des hommes de main de Nixon cambriolent l'immeuble du Parti démocrate. Découverts, ils passent aux aveux, et les policiers n'ont nulle peine à remonter jusqu'à

la Maison-Blanche. C'est donc une Amérique diminuée, usée par une guerre perdue sur le terrain, en proie à divers scandales que Kissinger représente désormais. Car la fin est proche. C'est finalement le 27 janvier 1973 que les délégations entérinent l'accord. C'est une immense victoire pour un Vietnam qui, après avoir fait plier le colonialisme français, met en échec l'impérialisme américain.

Mais le régime de Saïgon, toujours porté à bout de bras par Washington, occupe encore une large portion du Sud. Était-il imaginable que ces bellistes anticomunistes acceptent la situation nouvelle ? Non. L'encre à peine sèche, les derniers soldats américains partis, les accrochages reprennent. De janvier 1973 à mai 1974, Saïgon est à l'initiative. Puis les révolutionnaires reprennent la main. Entre un régime verrouillé, impopulaire et corrompu, et la dynamique révolutionnaire, portée par la perspective de la réunification, la lutte n'est désormais plus égale. Une année encore, une dernière campagne, et les révolutionnaires entrent à Saïgon le 30 avril 1975. Le lendemain, 1^{er} mai, magnifique symbole, le Vietnam connaît son premier jour de paix depuis... 1945. La guerre la plus longue – et l'une des plus meurtrières – du XX^e siècle vient de s'achever. ■

ALAIN RUSCIO



En janvier 1973, lors de la conclusion des accords de Paris, Henry Kissinger (2^e à droite) face à Lê Duc Tho (de dos à gauche).

Aux États-Unis, l'enlisement révisionniste

Un bourbier de rizières, de jungles et de tunnels où l'ennemi est nulle part et partout à la fois. Et où la mémoire semble s'enliser. Cinquante ans après la fin du conflit, les États-Unis continuent de s'écharper sur la guerre du Vietnam. Pour traumatisante qu'elle fût, elle s'invite à échéance régulière dans le débat autour de deux questions majeures : quel était le sens de l'intervention au Vietnam et pourquoi s'est-elle soldée par un échec ? Comme si les États-Unis ne cessaient de revivre le sauvetage humiliant des derniers « conseillers » américains, acculés et réfugiés sur le toit de leur ambassade à Saïgon. À cet égard, deux écoles s'affrontent. D'un côté, les révisionnistes ; de l'autre, les orthodoxes.

La thèse principale de l'historien militaire Lewis Sorley, décédé en septembre 2024, s'articule autour d'une victoire sur le plan militaire mais d'une défaite sur le plan politique. Largement relayée par le Pentagone, cette version de l'histoire juge que « *l'arrêt du soutien politique, la réduction du soutien matériel et, finalement, le refus du soutien fiscal aux Sud-Vietnamiens par leur allié américain de toujours* » expliquent largement la débandade des GI. Le manque supposé de soutien de la presse et l'idéologie délétère incarnée par le puissant mouvement pacifiste auraient achevé de transformer la victoire en défaite tout en vivifiant l'ennemi.

UNE LIBÉRATION NATIONALE OCCULTÉE

C'est bien une stratégie jusqu'au-boutiste qui a conduit les États-Unis à poursuivre la guerre. En janvier 1968, l'offensive décisive du Tết (Nouvel An), menée par le Nord-Vietnam, représente déjà un tournant dans le conflit et remet en question la thèse de la « victoire perdue » qui a émergé sous l'administration Nixon dans les années 1970. Ce que le journaliste américain Walter Cronkite confirme le 27 février 1968. Face caméra, il assure à 9 millions de téléspectateurs : « *Il est de plus en plus clair que la seule façon rationnelle d'en sortir sera de négocier, et pas en tant que vainqueurs, mais en tant que peuple honorable.* » Ce que Washington fera dès le mois de mai. Dans la foulée des accords de Paris de 1973, le Congrès réduit considérablement l'assistance militaire et économique. Les États-Unis mettent fin au conflit par procuration et laissent place à un affrontement entre Vietnamiens.



L'armée américaine a déversé 75 millions de litres de défoliant et plus de 7 millions de tonnes de bombes au cours de la guerre.

MÉMOIRE Outre-Atlantique, le débat demeure vif sur les raisons de la défaite, mais aussi de l'engagement de Washington dans la guerre du Vietnam. Le récit biaisé du Pentagone a permis de justifier les conflits ultérieurs.

Au Sud-Vietnam, les hôpitaux, qui manquent de pansements chirurgicaux et d'aiguilles, sont incapables de faire face à la montée en puissance des armées du Nord-Vietnam. Pourtant, qui se souvient encore des propos de l'ancien responsable de la mission consultative britannique au Vietnam, sir

Robert Thompson ? À ses yeux, la leçon majeure de ce conflit est qu'on ne peut « *compter sur les États-Unis comme allié* ». La thèse de la « victoire perdue » occulte totalement la dimension de libération nationale portée par les communistes vietnamiens, qui avait déjà conduit à la débâcle

française lors de la guerre d'Indochine. « *Il m'était difficile, comme à tout Occidental, d'imaginer un gouvernement communiste qui soit aussi un gouvernement populaire et presque un gouvernement démocratique... Le Viêt-minh n'aurait jamais pu continuer la résistance pendant un an, et encore moins pendant neuf ans, sans le soutien fort et uni du peuple* », reconnaissait, avant même les accords de Genève en 1954, le journaliste influent et farouche anticommuniste Joseph Alsop dans le *New York Herald Tribune*. L'impopularité du gouvernement autoritaire de Saïgon, corrompu et enclin à la torture, ainsi que l'ampleur des massacres de civils – comme celui de My Lai en 1968 – ont en outre scellé le soutien aux forces de Hanoï. Le Pentagone se contente de parler d'un « incident » et a longtemps

tenté de faire le silence sur ces 508 villageois dont il ne restait que des cadavres après le passage de la compagnie Charlie. Parmi les morts, pas un seul membre du Viêt-cong. Washington semble avoir les mêmes troubles de la mémoire concernant l'opération « Ranch Hand » (1962-1971), qui consista à déverser des défoliants mortels sur le Sud-Vietnam. Parmi les raisons de la défaite, l'insuffisance de dirigeants qualifiés au Sud-Vietnam, la corruption généralisée et les désertions massives ne sont en outre jamais évoquées.

Toutes ces questions ont continué de hanter les États-Unis à la faveur des guerres d'Irak et d'Afghanistan. « Le gouvernement s'appuie sur un récit, un outil de propagande, qu'il a lui-même créé afin de continuer à mener des guerres à travers le monde », relevait il y a dix ans Michael McPearson, responsable de l'association Vétérans pour la paix. Du côté des historiens dits orthodoxes, on s'accorde sur le caractère ingagnable de la guerre. Quelques années après la victoire des communistes, le lieutenant général Arthur S. Collins, qui dirigea des troupes au Sud-Vietnam de février 1970 à janvier 1971, concédait : « Je ne pensais pas que le Sud-Vietnam pouvait survivre, quoi que nous fassions pour lui. Ce qui a mis

Du massacre de My Lay à l'opération « Ranch Hand », le Pentagone semble atteint de troubles de la mémoire.

le clou final sur le cercueil, de mon point de vue, c'est lorsque j'ai appris, en interrogant des officiers généraux (sud-vietnamiens), que leurs fils étaient scolarisés en France, en Suisse ou aux États-Unis presque sans exception. » La tendance à l'expatriation signait à ses yeux la marque d'un régime qui ne croyait pas en lui-même.

Dans un rare effort de contrition, et après avoir largement participé au mensonge d'État, Robert McNamara, l'ancien secrétaire à la Défense des administrations Kennedy et Johnson, avouait : « Nous avions tort, terriblement tort. » Non, une défaite au Vietnam n'entraînerait pas une victoire des communistes dans toute la région, comme le prétendait la théorie des dominos. Pas plus que les intérêts vitaux et stratégiques des États-Unis ne seraient engagés. De quoi alimenter le ressentiment de Washington face à son propre enlisement. Un « sacré petit pays de merde », dira le président Johnson par dépit. Sans avouer pour autant que le Vietnam servait de champ de bataille aux grandes puissances en compétition pour le leadership mondial durant la guerre froide. Pour mener sa prétendue « guerre morale », Washington aura déversé 75 millions de litres de défoliant et plus de 7 millions de tonnes de bombes, soit deux fois plus que pendant la Seconde Guerre mondiale. Un enfer pavé de bonnes intentions qui s'est soldé par une des plus cinglantes défaites de l'histoire contemporaine. ■

LINA SANKARI

Sur les campus, une génération antiguerre du Vietnam

Dans un pays où débutait la massification de l'enseignement supérieur, les universités états-unies ont été le creuset de l'opposition à la politique étrangère de Lyndon Johnson puis Richard Nixon, avec la tuerie de Kent State, le 4 mai 1970, en point d'orgue tragique.

Treize corps au sol. Quatre ne se relèveront pas. Treize corps d'étudiants criblés de balles américaines. 67 coups de feu en treize secondes. Dans le temple du savoir que représente une université, celle de Kent dans l'Ohio. Ce 4 mai 1970 constitue sans aucun doute le second point de bascule de l'opinion publique dans son rapport à la guerre du Vietnam.

Le premier remonte à novembre 1969, lorsque la presse révèle le massacre de My Lai perpétré le 16 mars 1968 : des centaines de civils vietnamiens – hommes, femmes, enfants et nourrissons – sont exécutés par des soldats de l'armée de terre américaine. Le républicain Richard Nixon était entré à la Maison-Blanche en début d'année, notamment sur la promesse de mettre fin à l'intervention américaine dans ce petit pays asiatique à plus de 10 000 kilomètres. L'ancien vice-président de Dwight Eisenhower l'avait emporté face à Hubert Humphrey, un candidat démocrate affaibli par le discrédit montant de l'administration sortante. Lyndon Johnson lui-même avait tiré

la conclusion de l'impossibilité d'un nouveau mandat. Son second ne disposera finalement pas de plus d'espace politique, après une convention démocrate à Chicago symbolisant la fracture ouverte de la coalition au pouvoir : alors que les délégués tentaient de se mettre d'accord sur le nom de leur porte-drapeau, la police de la ville, aux ordres du maire démocrate, Richard Daley, battait comme plâtre les manifestants venus dire leur opposition à cette guerre. Le divorce était consommé entre la base jeune et l'establishment démocrate.

BERKELEY, « CAPITALE » DU REFUS

La divergence avait commencé dès octobre 1965 alors que l'implication américaine, décidée par John Fitzgerald Kennedy, franchissait un cap avec son successeur. Dans un pays où commençait à peine la massification des études supérieures, les campus furent les premiers lieux de contestation de cette stratégie américaine, alors soutenue par une majorité de la population. Avec Berkeley, près de San Francisco, en « capitale », ce

mouvement ne cessera de grandir, provoquant un débat national et rendant finalement minoritaire le soutien à l'engagement guerrier.

C'est donc dans le contexte d'un pays devenu hostile que Richard Nixon décide d'une extension de l'engagement américain, avec l'invasion du Cambodge, annoncée par le président républicain lui-même le 30 avril 1970. Encore une fois, les campus donnent le la de l'opposition, jusqu'à la tragique fusillade déclenchée par la garde nationale de l'Ohio. Si Nixon refusait d'endosser la responsabilité de My Lai – les faits s'étaient déroulés alors qu'il n'était pas encore dans le bureau Oval –, il ne pouvait échapper à celle du massacre d'étudiants sur un campus, dont l'effet tellurique sera popularisé par la chanson *Ohio* écrite par Neil Young. Jeffrey Glenn Miller, Allison Beth Krause, William Knox Schroeder et Sandra Lee Scheuer deviennent les « martyrs » d'un mouvement qui s'avérera « victorieux » avec les accords de paix de Paris, le 27 janvier 1973. ■

CHRISTOPHE DEROUBAIX



Manifestation étudiante à Des Moines (Iowa) le 11 mai 1968 contre la guerre au Vietnam. BETTMANN/GETTY IMAGES

PRESSE En février et mars 1965, *l'Humanité* publiait dix reportages de la journaliste, au cœur du maquis viet-cong. L'ancienne résistante, décédée en novembre 2024, y décrivait les atrocités commises par les États-Unis, le courage des femmes du front... Nous en publions des extraits.



Madeleine Riffaud interviewe le général Giap, en juin 1968.
MÉMOIRES D'HUMANITÉ/ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Madeleine Riffaud avec les combattants du Sud-Vietnam

S'il est un journal qui a continûment associé son nom à la lutte du peuple vietnamien, c'est bien *l'Humanité*. Comment oublier que l'une des premières signatures dénonçant les crimes du colonialisme fut celle d'un jeune Vietnamien au regard de feu, le futur Hô Chi Minh, dès 1922 ? Lorsque la sinistre guillotine faisait son travail de mort contre les patriotes vietnamiens, *l'Humanité* publiait des appels à la protestation signés Romain Rolland, Henri Barbusse, Aragon.

Plus tard, Gabriel Péri, bravant la répression coloniale, fit un voyage en Indochine et en ramena des articles prédisant dès 1934 la mort du colonialisme. Durant la guerre « française » apparurent les signatures de Léo Figuères et de Pierre Courtade, envoyés clandestinement dans

les maquis vietnamiens. Après les accords de Genève et durant toute la période de la phase « américaine » de la guerre, puis dans les années qui suivirent, *l'Humanité* ouvrit un bureau permanent au Vietnam.

LE JOURNAL DE JAURÈS TINT SON RÔLE

Y passèrent ou y séjournèrent la grande Madeleine Riffaud, mais aussi Jean-Émile Vidal, Charles Fourniau, le premier dans la presse internationale qui osa prédire la défaite de la machine de guerre états-unienne, Théo Ronco, Alain Wasmes, qui « couvrit » la libération de Saigon, et tant d'autres. *l'Humanité* tint son rôle, tout son rôle : bien des militants y trouveront l'argumentaire pour combattre la guerre, mais aussi des raisons supplémentaires pour descendre dans la rue... ■

ALAIN RUSCIO

17 FÉVRIER 1965

Pourquoi les paysans de Bien Hoa ont détruit 37 bombardiers et hélicoptères américains

Quand, la nuit, couchés dans notre hamac, nous entendions un coup de feu, un seul, nous savons qu'au repas du lendemain il y aura de la viande. Notre chasseur n'a jamais besoin de tirer deux fois. Et il déchiffre les traces des bêtes dans la forêt, comme le dernier des Mohicans. Ce qui ne l'empêche pas de parler un français impeccable, appris visiblement dans les livres et truffé de citations puisées dans les classiques... Le jour où, essayant ma première paire de sandales « viet congs », en pneu d'auto, il me demanda : « Est-ce que cela vaoussied ? » ; la nuit où piqué par un scorpion noir et grelottant de fièvre il trouva, en bon Sud-Vietnamien, l'occasion d'en plaindre en paraphrasant Voltaire : « Que croyez-vous qu'il arriva ? Cefut le scorpion qui creva », j'eus la confirmation que le chasseur de grands fauves avait été à l'origine aussi peu fait que moi pour la vie d'homme des bois.

18 FÉVRIER 1965

« Bombes silencieuses », haricots empoisonnés et abeilles en colère

Il est absolument impossible, si l'on n'est pas dans le secret, d'échapper aux pièges de toutes sortes que les paysans ont inventés, différents pour chaque village, et sans cesse perfectionnés depuis tant d'années... Il n'en coûte à la population qu'un peu de peine et quelques bambous pour créer, des Hauts Plateaux au riche delta du Mékong, une véritable force de dissuasion qui terrorise aussi bien les théoriciens de la « guerre spéciale » que les fantoches. Car, enfin, quel armement ultra-moderne peut vous protéger de ces trappes où l'on se fait passer au fil du bambou, de ces « bombes silencieuses » hérissées de dards qui tombent des hauteurs des arbres sur la piste, libérées par le simple fait de marcher sur une liane parmi les autres ?

25 FÉVRIER 1965

Dans les zones libérées, où l'on moissonne malgré les bombes, même les buffles deviennent « résistants »

Dans ce village martyr, seul avait été blessé, après un raid terrible, un vieux monsieur qui n'avait pas pu se protéger assez vite. Deux enfants avaient été tués, ce même jour. Impatients comme on l'est à 7 ou 8 ans, ils étaient sortis trop tôt de l'abri. « La dernière bombe au phosphore est tombée, m'a raconté la mère d'un des petits. Mon fils s'est mis à brûler comme une torche. Il a crié au secours, il a couru dans la rue du village, fumant de partout... On n'a rien pu faire, pour son camarade non plus. » Ainsi, la « victoire » américaine de ce jour-là, c'avait été de tuer deux enfants, avec des tonnes de bombes, et d'incendier quelques champs de riz... Piètres victoires, qui ne peuvent en rien servir à regagner le terrain perdu et qui font se lever un peu plus la haine dans le cœur des paysans sud-vietnamiens.

19 FÉVRIER 1965

Elles portaient la robe rouge, couleur du sang versé

Chaque femme tombée dans cette lutte pour sa patrie et son village, qu'elle soit bouddhiste ou communiste, ouvrière ou paysanne, fait se lever aussitôt des dizaines de nouveaux combattants pour la paix, l'indépendance, la démocratie et la neutralité au Sud-Vietnam. Il faut beaucoup de courage pour se dresser ainsi, sans arme, face aux mitrailleuses ennemis,

peut-être encore plus pour attaquer un convoi de « M 113 » à la grenade. Les hommes du Sud-Vietnam le savent bien et y pensent quand ils appellent « mon chef de compagnie », avec un sourire plein de tendresse et de fierté, leurs femmes si fragiles, si douces, si fortes devant les postes ennemis.

24 FÉVRIER 1965

Blouses blanches dans un décor pour Tarzan

Le docteur Thuy Ba, médecin chef d'un hôpital du Front, est venue à notre rencontre. Habituelle aux longues marches pour apporter ses soins, en toutes circonstances, aux combattants et aux civils, elle n'a pas une trace de boue sur elle. Elle est vraiment, selon l'expression vietnamienne, « le lotus », la fleur sans tache posée sur le marécage. (...) Tout près du laboratoire, nous nous sommes trouvés

sous un bombardement et un mitraillage aériens qui décapitèrent quelques arbres non loin de nous. C'est là qu'il me semble avoir vraiment fait connaissance avec le docteur Thuy Ba. Quand, sans s'affoler, et tandis que la forêt tremblait sous les bombes, elle a dit : « C'est ennuyeux, il n'y a ni trou ni souterrain ici ! Mais il suffit de s'accroupir de ce côté des arbres, voyez, les avions viennent de par là... »

26 FÉVRIER 1965

Quand les hélicoptères s'en prennent aux maternelles

L'instituteur entreprit alors d'évacuer les enfants, trois par trois par la fenêtre, en portant un sur les épaules, un sous chaque bras. Plus de dix fois, sous les balles, sous les roquettes, il refit le même manège. Cependant, plusieurs enfants étaient déjà tués ou blessés dans la classe même et la panique des petits était à son comble. Tam, l'instituteur, avait réussi à évacuer 45 enfants quand il fut atteint à son tour. (...) Sentant sa vie partir, il cria aux deux derniers enfants

vivants qui restaient dans l'école : « Sortez par la fenêtre, n'ayez pas peur ! Je suis là, mais je suis blessé. » « Grand frère, répondirent les enfants, nous ne pouvons pas passer par la fenêtre, nous sommes trop petits ! » (Je sais tout cela exactement car Tam, le jeune maître, a survécu.) À ce moment, les avions lâchèrent les containers de napalm sur ce qu'il restait de l'école. Et l'on n'entendit plus un cri d'enfant.

3 MARS 1965

Les secrets de l'armée populaire à l'entraînement

Plusieurs soldats, si jeunes qu'ils avaient des visages d'enfants, manœuvrés par leurs camarades vinrent faire la promesse de se battre avec toujours plus de courage, tant que le dernier occupant américain ne sera pas chassé du Sud-Vietnam. Nous avions le cœur serré car nous savions que parmi ces jeunes beaucoup ne verront pas la paix et l'indépendance de leur patrie.

Mais leur détermination est le seul vrai chemin, celui que dans des circonstances semblables, nous aussi, devant l'envahisseur, il nous a fallu prendre autrefois. Le peuple, lui, est indestructible et grâce à des combattants comme Liem, comme La Hong Ngo, celui du Sud-Vietnam verra la liberté.

4 MARS 1965

Ainsi fut la bataille de Binh Gia

Quand j'ai quitté les combattants du Sud-Vietnam, ils étaient en pleines victoires militaires. Cependant, tout disait que chacun se prépare à une guerre longue dont on envisage avec sang-froid les difficultés, sachant avec certitude que la victoire est au bout de la route. Nous aurons encore bien souvent à reparler du Sud-Vietnam dans ces colonnes au cours des mois à venir car c'est

23 FÉVRIER 1965

Sur ce « continent perdu », l'odeur de l'encre fraîche...

Deux ou trois heures de marche, l'orifice d'un souterrain, nous descendons, profond sous terre. Nous sommes dans les studios de Radio-Libération, qui émet neuf fois par jour, donnant les nouvelles de la lutte, diffusant les mots d'ordre du Front de libération du Sud-Vietnam. (...) Tout est enterré : studio d'enregistrement, modulation. « Mlle Sud-Vietnam libre », la première speakerine, est une très jeune fille, nommée Xuem Viet, avec deux nattes encadrant de grands yeux que le paludisme, dans cette jungle à anophèles, rend un peu trop brillants. Elle vient de Saigon. Elle a rompu avec sa famille pour prendre le maquis. En forêt, elle a retrouvé une vraie famille. Pour des millions de Vietnamiens, elle est la voix du Sud-Vietnam héroïque. Elle n'avait, m'a-t-elle dit, « jamais rêvé si merveilleux destin ».

2 MARS 1965

Près de Saigon avec les guérilleros en blue-jeans

Trou très étroit, habilement dissimulé, où l'on peut tout juste se glisser, d'où l'on entend, au-dessus de sa tête, marcher les fantoches, et les bruits du combat, n'ayant parfois pour respirer que l'air qui filtre d'un mince bambou servant de cheminée d'aération. Nous étions deux là-dedans et j'ai cru un moment que mes expériences journalistiques s'arrêteraient là. (...) Tous ces jeunes combattants ont au plus haut point le sens de leurs responsabilités, tous sont volontaires pour ces missions mûrement préparées et savent que chacune d'elles peut être la dernière. « Mais, disent-ils, chacun de nous a beaucoup d'être aimés à venger et nous sommes prêts à donner notre vie, pourvu que ce soit en tuant au moins une dizaine d'occupants. » Fabien et ses camarades ne raisonnaient pas autrement en 1941, 1942, 1944, quand il s'agissait de libérer Paris...

aussi sort du monde, celui de chacun de nous, qui se joue là-bas. (...) Le combat pour la vérité sur l'agression américaine au Vietnam continue plus que jamais. Pour cette vérité que nous sommes allés chercher sur place, auprès des résistants eux-mêmes, au plus profond de la jungle bombardée où, chaque soir, des petites lampes s'allument, disant la présence, la confiance des hommes...

En 1945-1946, la politique française avait été à la croisée des chemins. Fallait-il, au nom des intérêts anciens dans la région, tenter de revenir au statu quo ante, ce qui signifiait, dans les conditions de fièvre que connaissait alors l'Indochine, entreprendre une guerre de reconquête ? Ou bien fallait-il accepter le vent d'émancipation qui soufflait alors sur toute l'Asie ? Ce fut, pour le malheur des peuples d'Indochine, mais aussi pour le déshonneur d'une France qui aurait dû comprendre que le « bon temps des colonies » était fini, la première solution qui s'imposa.

Dans un premier temps, les maquis vietnamiens, mis en place par Vo Nguyen Giap, furent en état de faiblesse face à la machine moderne de l'armée française. En France, droite et Parti socialiste menaient la guerre ; le PCF entama tardivement et d'abord timidement une campagne de protestation. Dans le monde, déjà, les États-Unis, au nom de l'anticommunisme, soutenaient la politique française, alors que l'URSS n'accorda longtemps aucune importance à ce « petit pays ». Les maquis communistes chinois étaient encore à des milliers de kilomètres de ceux de Giap. Les premiers navires chargés d'armes américaines arrivent à Saigon en mars 1950. La guerre de Corée, qui éclate en juin, confirme l'évolution : la guerre froide a désormais un front chaud en Asie.

LA BATAILLE DE DIEN BIEN PHU

En Indochine même, le rapport des forces évolue. Les troupes régulières viet-minh accrochent de plus en plus sérieusement le corps expéditionnaire. En octobre 1950, celui-ci connaît un premier désastre (bataille dite « des frontières » ou « de la RC 4 »). Par ailleurs, les espoirs fondés sur l'armée baodaïste s'effondrent. Désormais, les soldats français et leurs alliés sont sur la défensive, malgré le redressement provisoire opéré par le général de Lattre dans l'année 1951. L'aide américaine, croissante (jusqu'à 78 % des coûts en 1954, plus des conseillers que les Français sur place trouvent d'ailleurs un peu envahissants), ne change pas fondamentalement la situation.

En France, cette guerre qui avait commencé dans une certaine indifférence resurgit à chaque combat perdu. Le PCF, longtemps seul à combattre le conflit, est rejoint par d'autres voix (Jean-Paul Sartre, l'équipe de *l'Observateur*, l'aile gauche de la SFIO, la gauche chrétienne...). D'autres, pour des raisons fort différentes, critiquent l'obstination française, qui n'a plus réellement de justification nationale. En octobre 1950, le leader radical Pierre Mendès France fait sa première critique publique. Il est ensuite rejoint par François Mitterrand et Édouard Daladier.

En 1953, après sept années de guerre, tous les observateurs savent désormais que



Les troupes françaises, dans la jungle du centre du Laos. BETTMANN ARCHIVE/GETTY IMAGE

Avant l'ennemi américain, le colon français

INDÉPENDANCE Le 30 avril 1975, ce n'est pas seulement la guerre dite « états-unienne » qui s'achève, c'est aussi la fin d'un cycle de trente années, inauguré par le colonialisme français.

ce conflit est ingagnable. Les zones contrôlées par le Viêt-minh s'étendent chaque jour davantage. Les infiltrations dans celles qui restent officiellement françaises s'accroissent. La situation politique est catastrophique. Le prestige de Bao Dai fait pâle figure à côté de celui de Hô Chi Minh.

Un nouveau commandant en chef, le général Navarre, tente un ultime coup : attirer le gros des forces Viêt-minh dans un lieu choisi, lui imposer une épreuve de force et lui briser les reins. L'endroit sélectionné est une vaste cuvette du nord-ouest du pays, Diên Biên Phu. Mais ce calcul s'avère catastrophique. Le 7 mai 1954, c'est le contraire qui se produit. L'élite de l'armée française doit s'avouer

vaincue. Il n'y a plus d'espoir de victoire militaire en Indochine, sauf à imaginer une internationalisation par l'intervention directe des États-Unis, ce que le président Eisenhower ne veut envisager.

L'UNITÉ DU VIETNAM SACRIFIÉE

Les travaux de la conférence de Genève commencent au lendemain même de Diên Biên Phu (8 mai 1954). La délégation française, conduite par Mendès France, a la sagesse de reconnaître la situation. Les travaux aboutissent, le 20 juillet, à la signature d'un accord franco-vietnamien garanti par la communauté internationale.

Le Cambodge et le Laos voyaient leur neutralité et leur intégrité territoriale confirmées (seul le nord du Laos restait aux mains du Pathet Lao, allié du Viêt-minh). Le Vietnam, pour sa part, était divisé en deux zones, de part et d'autre du

17^e parallèle. Mais il était expressément spécifié que cette coupure était technique. Et, surtout, provisoire : des élections générales, prélude à une réunification pacifique, devaient avoir lieu avant juillet 1956. En fait, on sait aujourd'hui que l'unité du Vietnam a été sacrifiée sur l'autel de la coexistence pacifique. Aucune des grandes puissances n'était décidée à faire observer les clauses de Genève. La France de Mendès, à partir de novembre 1954 (guerre d'Algérie), a d'autres soucis. Elle reconnaît sans difficulté que son rôle hégémonique dans cette partie de l'Extrême-Orient est achevé. L'URSS et la Chine populaire contestent à Hô Chi Minh le droit de mettre en danger l'équilibre précaire des forces au nom d'une cause qui ne leur paraît pas primordiale. La République démocratique du Vietnam se retrouve seule, piégée. ■

ALAIN RUSCIO

Après la guerre, l'embargo et l'isolement politique

SANCTIONS La fin du conflit, en avril 1975, ne signifie pas le retour total de la paix. Après la défaite, les États-Unis s'acharnent à faire payer au prix fort leur débâcle à leurs vainqueurs.

Dès la fin du conflit, l'embargo économique – déjà à l'œuvre depuis 1964 sur la République démocratique du Vietnam – est étendu à l'ensemble du pays réuniifié. Toute aide internationale est bloquée via l'interdiction de prêts du FMI et de la Banque mondiale, et tout investissement occidental est verrouillé. En 1977, Washington fait savoir qu'il « ne paierait pas de dommages de guerre », réclamés par le Vietnam. Pourtant, fidèles à la « diplomatie du bambou » promue par Hô Chi Minh, aussi bien dans la lutte anticoloniale que dans l'indépendance, ses héritiers n'ont de cesse de chercher à normaliser leurs relations avec les ennemis d'hier pour construire avec des partenaires, régionaux et internationaux, des coopérations indispensables à la reconstruction et au développement du pays.

Dans le contexte de guerre froide qui prévalait à l'époque, Hanoï entend établir des relations équidistantes avec toutes les puissances rivales, refusant d'être pris dans leurs desseins géopolitiques. L'heure ne s'y prête guère : la fin de la guerre est aussi la fin de ce qui restait de la fragile entente entre la Chine et l'URSS dans leur soutien au peuple vietnamien. Leur affrontement se répercute sur le Vietnam exsangue. Pékin s'est rapproché de Washington et Moscou presse Hanoï d'accepter de signer un traité de défense mutuelle en novembre 1978 et d'adhésion au Comecon (29 juin 1978).

LE TOURNANT DU « DÔI MOI »

La Chine voit un encerclement soviétique et attise les tensions en soutenant les meurtrières incursions militaires des Khmers rouges au sud du Vietnam. Celles-ci se soldent par des massacres de population. Le 25 décembre 1978, l'entrée de l'Armée populaire du Vietnam au Cambodge entraîne la chute du régime génocidaire de Pol Pot mais ouvre une nouvelle crise régionale et internationale. En représailles, la Chine lance une vaste opération à la frontière sino-vietnamienne le 17 février 1979, précipitant l'exode massif des Hoas, population vietnamienne d'origine chinoise.

Les États-Unis assimilent l'intervention au Cambodge à un nouvel avatar de l'expansion soviétique et, durant la décennie qui suit, coalisent contre Hanoï les grandes puissances occidentales et leurs alliés régionaux. Nombre d'entre eux suspendent leurs programmes d'aides bilatérales, laissant le Vietnam s'enfoncer dans une terrible crise économique et alimentaire. Isolé sur le plan diplomatique, le gouvernement lance en 1986 une série de réformes économiques, le « Dôi Moi » (politique de changement et de renouveau), un tournant imposé par le relâchement des liens avec l'URSS après le discours de Gorbatchev à Vladivostok, le 28 juillet 1986, exprimant la volonté de l'URSS de mettre un terme aux conflits Est-Ouest en Asie.

Nombre de puissances occidentales suspendent leurs programmes d'aides bilatérales.

« L'affrontement a commencé à céder la place au dialogue », estime Hanoï, qui annonce le retrait progressif de ses troupes du Cambodge. Il sera total en septembre 1989. Le règlement politique au Kampuchéa est concrétisé par les accords de Paris (octobre 1991). L'eau se desserre autour du Vietnam qui normalise dans la foulée ses relations avec la Chine et l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean), puis avec le reste de la communauté mondiale, à l'exception des États-Unis. En juillet 1993, Bill Clinton décide le maintien de l'embargo mais ne reconduit pas l'interdiction des prêts au développement financés par des institutions internationales (Banque mondiale, Fonds monétaire international ou Banque asiatique

et de développement). Bien que Hanoï ait renoncé à réclamer des réparations de guerre, Washington poursuit son chantage en exigeant comme condition à la suppression du blocus le « *compte rendu le plus complet possible sur les 2 252 soldats américains encore portés disparus* » ; au grand dam des milieux d'affaires états-uniens impatients d'investir le marché vietnamien désormais ouvert grâce au Dôi Moi. Sous leur pression, la Maison-Blanche lève le blocus un an plus tard. Les relations diplomatiques deviennent effectives en juillet 1995. Vingt ans après la fin du conflit ! Il faudra cependant attendre la visite de Barack Obama à Hanoï, en 2016, pour que soit mis fin à l'embargo sur la vente d'armes, décision favorisée par l'évolution de la situation régionale et les nouvelles tensions avec la Chine.

Dans cette nouvelle configuration géopolitique, Hanoï poursuit la mise en œuvre de sa « diplomatie du bambou » et multiplie ses « *partenariats de coopération stratégique intégrale* », s'efforçant de concilier sécurité intérieure, sauvegarde des intérêts nationaux et prospérité économique. ■

DOMINIQUE BARI



Le 8 janvier 1994, à Hanoï. Le sénateur américain Bennett Johnston montre un éditorial du *New York Times* appelant à la levée de l'embargo américain contre le Vietnam, à Do Muoi, secrétaire général du Parti communiste vietnamien. HOANG DINH NAM/AFP

Agent orange, le premier écocide de l'histoire tue encore

Hanoï(Vietnam), envoyé spécial.

Un petit complexe paisible, dans un cadre verdoyant : bienvenue sous la moiteur vietnamienne. Pas le temps de contempler, la pause de 10 h 45 débute, l'enceinte et le micro de l'animatrice sont branchés, et le silence est joyeusement brisé par les cris des enfants, trop heureux de quitter la classe et de se déhancher sur la musique crachée à fond. Caché dans une impasse de Van Canh, à l'ouest de Hanoï, le Village de l'amitié abrite quelque 120 jeunes venus du nord et du centre du pays. « Ça va de 14 ans à la trentaine, le plus vieux a 36 ans », explique l'une des institutrices, qui a bien du mal à maintenir l'attention de ses élèves sur le cours de maths. À côté, les salles de broderie, d'informatique ou de couture sont plus calmes, avec des jeunes concentrés sur leurs travaux. « Tout dépend de

CRIME DE GUERRE L'arme biologique déversée par les États-Unis sur le Vietnam, le Laos et le Cambodge a détruit les sols et ravagé les corps d'environ 5 millions de personnes. Aujourd'hui encore, des enfants naissent avec des maladies et des malformations dues au défoliant.

leurs capacités, explique M^{me} Ha, la discrète secrétaire générale du village, mais certains d'entre eux peuvent par la suite travailler. Les objets fabriqués sont également vendus. »

Atteints de troubles mentaux ou physiques, ces enfants n'ont rien demandé. Ils sont les dernières victimes

de l'agent orange, qui continue de hanter les Vietnamiens un demi-siècle après la fin de la guerre. L'épandage du défoliant par les avions de l'armée américaine a semé la mort sur la piste Hô Chi Minh, mais aussi sur des générations : on estime que 5 millions de personnes – pour la plupart

vietnamiennes, mais aussi cambodgiennes et laotaines – ont été touchées par la dioxine présente dans cette arme biologique. Les nuées de « poudre gluante » que décrivent les résistants de l'époque provoquent encore, chez leurs descendants, des maladies chroniques, des cancers, en plus des malformations chez les enfants. Quelques-uns sont pris en charge ici, dans ces pavillons d'époque coloniale, par une équipe de soixante « mamans », cuisinières, médecins et animatrices.

DE GÉNÉRATION EN GÉNÉRATION, UNE DOULEUR UNIVERSELLE

« Nous leur fournissons l'éducation, un traitement médical, une formation professionnelle, résume le directeur, Nguyen Thang Long. Nous en sommes à la troisième génération, voire la quatrième, et nous continuons. » À l'opposé des salles de classe – et proche de la cantine – se trouve le grand pavillon des vétérans. C'est l'une des particularités du village

REPORTAGE



Épandage du défoliant par les avions de l'armée américaine, en 1965. La dioxine présente dans cette arme biologique a contaminé 5 millions de personnes et provoque encore, chez leurs descendants, des maladies chroniques, des cancers, en plus des malformations. Ici Tien, 17 ans en 2016, victime de la troisième génération. BRIGEMAN IMAGES/ANTOINE BOUREAU/HANS LUCAS/AFP



de l'amitié, qui brasse les générations, comme pour souligner la douleur universelle de la guerre. Dans une petite chambre aux volets entrebâillés, l'un des pensionnaires laisse respirer son ventre rond, képi kaki flanqué de l'étoile dorée sur la tête. Il ne sait plus si c'était le sien, mais il l'a gardé de l'époque où il sillonnait le maquis du Sud. Il attend justement des étudiants pour leur parler des horreurs de la guerre. « C'est bien que des jeunes viennent nous voir pour qu'on raconte nos histoires, sourit-il avant d'appeler M^e Ha. J'ai un problème aux dents, il faut que tu appelles le dentiste pour qu'il vienne ! »

DES MULTINATIONALES DEVANT LA JUSTICE

Commandés par l'état-major états-unien pour « ramener le Vietnam à l'âge de pierre », dixit le général anticommuniste Curtis LeMay, les 80 millions de litres d'agent orange ont été produits par une quinzaine d'entreprises de l'agrochimie. Parmi elles, Monsanto, Hercules ou Dow Chemical, également impliquée dans l'explosion de l'usine de Bhopal, en Inde. À défaut de pouvoir attaquer les États-Unis, protégés par l'immunité de faits de guerre pourtant commis bien loin de leur territoire, ce sont ces multinationales qui sont assignées en justice par les victimes du défoliant, regroupées derrière l'infatigable Tran To Nga (lire l'entretien ci-contre). Tout l'enjeu est de reconnaître le zèle des industriels, qui ont rendu l'agent orange encore plus nocif pour maximiser leurs profits. « Les conséquences sont encore très sérieuses, surtout dans le centre et le sud du Vietnam, regrette Nguyen Thang Long. Car en plus des gens, cela a affecté la terre, l'environnement. »

Monsanto, Hercules, Dow Chemical... les 80 millions de litres de l'herbicide ont été produits par une quinzaine d'entreprises de l'agrochimie.

Épandu pendant plus d'une décennie, l'agent orange a en effet ravagé des millions d'hectares de forêts, de cultures et de mangroves vietnamiennes. Partout dans le monde, les jeunes générations qui luttent pour l'environnement s'emparent de ce qu'on a rapidement nommé le « premier écocide de l'histoire », froidement planifié par la première puissance mondiale. « Parler d'écocide suggère déjà un certain tropisme », osait pourtant l'avocat de Monsanto devant la cour d'appel de Paris en août dernier. Un mépris crasse venu d'une autre époque. Des centaines d'enfants et de vétérans ont été accueillis au village de l'amitié, qui, cinquante ans après la fin de la guerre, poursuit son combat pour soulager les corps et offrir un avenir aux jeunes meurtris par un conflit qu'ils n'ont pas connu. ■

AXEL NODINOT

« Je n'ai pas le droit d'être découragée, je dois garder espoir pour tout le monde »

À 84 ans, Tran To Nga continue inlassablement le combat judiciaire contre les industriels états-uniens qui ont conçu l'agent orange, utilisé par l'armée pour décimer les Vietnamiens.

« **C**a va mieux », souffle-t-elle de sa voix douce. C'est dans un lit d'hôpital de Hô Chi Minh-Ville que Tran To Nga nous répond, après une crise d'hypotension. C'est aussi ici, dans le Saigon de l'époque, que la jeune résistante apprenait la libération du Sud-Vietnam derrière les barreaux. Outre la prison, il y a eu le maquis sous les bombes, l'empoisonnement au défoliant, la perte de sa petite fille dans la jungle, les maladies, ou l'incarcération de sa mère dans les terribles « cages à tigre » du bagne de Poulo Condor. Malgré une vie de souffrances, l'octogénaire est une véritable force de la nature devant les tribunaux, où elle espère depuis des années faire payer les grandes entreprises états-unies qui ont produit l'agent orange.

Où étiez-vous le 30 avril 1975, lorsque vous avez appris que la guerre était terminée ?

J'étais en prison. Et mes geôliers m'avaient dit que j'étais sur la liste des personnes à tuer si les VC (Viêt-congs – NDLR) entraient dans la ville. Ils voulaient donc me faire capituler, en me disant que je rentrerais saine et sauve chez mes grands-parents si je quittais la révolution. J'ai refusé, et je n'arrêtais pas de penser à ce qu'il faudrait faire si les VC arrivaient. Finalement,

ENTRETIEN

ça s'est passé beaucoup plus vite que ce que je pensais, et un bô dôî (soldat de l'Armée populaire vietnamienne – NDLR) a crié que la ville était libérée, que l'on pouvait rentrer. Les premiers instants, j'étais tellement surprise que je ne savais pas si c'était un bô dôî. C'est seulement après quelques minutes que j'ai réalisé que c'était la victoire. Et qu'avec ma fille de 5 mois dans les bras, je pouvais rentrer chez mes grands-parents. On ne peut pas raconter ça en quelques minutes, mais c'est un souvenir très spécial, très émouvant, que notre libération à toutes les deux, ce 30 avril.

Cela fait déjà cinquante ans...

Oui... Au début, les dix ou vingt premières années, c'était très difficile. Ça allait même à l'encontre des rêves que j'avais pendant la guerre parce que c'était trop dur pour la population, à cause de l'embargo des États-Unis, alors que nous devions panser le pays de toutes les blessures des guerres, et du changement de régime aussi. Tout cela m'a énormément bouleversée.



« Je suis bien entourée, beaucoup de mes proches me donnent de la force, pour aller jusqu'au bout. » AYoub BENKARROUM/REA POUR L'HUMANITÉ

Je n'étais pas déçue, mais un peu désemparée quand même. J'étais directrice d'école et je voyais comment les enseignants et mes élèves vivaient,

comment la population de Saigon et du Sud-Vietnam devait s'adapter au nouveau régime. Donc c'était très dur, mais ça a évolué ; aujourd'hui la vie est devenue plus stable pour presque tout le monde, même si il reste un écart entre les riches et les pauvres.

« Ce sont des petites victoires qui nous rendent plus vaillants. »

Vous êtes la figure de la lutte pour les victimes de l'agent orange.

Où en êtes-vous ?

Nous nous sommes pourvus en cassation. Nous avons envoyé le dossier, mais nos avocats habituels, William Bourdon et Bertrand Repolt, ne peuvent pas plaider. Nous avons donc dû trouver un autre avocat, ce qui a entraîné d'autres dépenses, alors que je n'ai que 800 euros de pension par mois.

Avec tout ce que vous avez vécu, votre âge et vos problèmes de santé, comment faites-vous pour continuer à vous battre et garder pareille force ?

Quand on a fait un serment de se battre pour la justice, les plus malheureux que soi-même et la patrie, pour ce que j'appelle le dernier combat de ma vie, on n'a pas le droit d'être découragée ou déçue. Et je suis bien entourée, beaucoup de mes proches me donnent de la force, pour aller jusqu'au bout, y compris l'Humanité, parce que vous ne m'oubliez pas. Même quand je suis fatiguée à cause des maladies, quand je pense à vous tous, je me dis « Bon, on y va ». Si je m'arrête, vous imaginez votre déception ? Donc c'est à moi de garder espoir et patience pour tout le monde. On est unis et plus forts.

J'ai été invitée par le couple royal belge pour parler des victimes de l'agent orange. Je n'avais qu'un quart d'heure, la reine est restée presque quarante-cinq minutes. Ce sont des petites victoires qui nous rendent plus vaillants. Et ça vient enfin de ma mentalité, celle que j'ai héritée de mes grands-parents et de ma mère. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR Ax. N.

Les communistes français ont œuvré pour la paix

INTERNATIONALISME Le PCF, la Jeunesse communiste, et d'autres organisations comme l'Union des femmes françaises, des syndicats, dont la CGT, étaient dans les manifestations et participaient à la campagne « Un bateau pour le Vietnam », appelant à la fin de la guerre et à la solidarité.



Le 17 juin 1967 à Paris. Manifestation pour la paix au Vietnam, avec Georges Séguy, secrétaire général de la CGT, Georges Marchais et Waldeck Rochet, respectivement secrétaire adjoint et secrétaire général du PCF.

Ce sont d'abord les horreurs de la guerre américaine que les militants communistes dénoncent à travers leurs actions. Ils ont manifesté, distribué des tracts, collé des affiches, fait du porte-à-porte pour collecter des fonds dans le cadre de la grande campagne « Un bateau pour le Vietnam ». Celle-ci permet d'envoyer à Hanoï des vélos renforcés, des vêtements, du matériel, des jouets. Ils ont organisé des ventes de l'Humanité parlant du Vietnam,

enregistré beaucoup d'adhésions de jeunes qui voulaient agir pour la paix : partout ils ont vécu un accueil chaleureux. L'aide au Vietnam prendra d'autres formes pendant les cinq années de négociations avec les Américains, de mai 1968 à janvier 1973, à Paris et Choisy-le-Roi.

Le 31 janvier 1968, le président Johnson annonce qu'il suspend les bombardements au Nord-Vietnam, condition posée par Hanoï à l'ouverture de négociations. « Nous allons, dit-il, établir un contact avec les représentants du Nord-Vietnam. » Le Parti communiste

vietnamien va choisir Paris. La presse nationale et internationale est importante, elle couvrira les négociations, et ils peuvent compter sur l'aide de la majorité des Vietnamiens en France. Le 10 mai de la même année, la direction du PCF et des élus communistes du Val-de-Marne, dont Fernand Dupuy, maire de Choisy-le-Roi, accueillent à Orly les délégations du Nord-Vietnam et de la résistance au Sud-Vietnam. Des Vietnamiens agitent les drapeaux de la République démocratique du Vietnam et du Front national de libération (FNL), qui deviendra en

1969 le gouvernement révolutionnaire provisoire (GRP).

Pendant des mois, les négociations à Paris font du surplace. Hanoï et Washington décident en 1969 de négocier secrètement. Lê Duc Tho, venu des maquis de la résistance au Sud-Vietnam, et l'envoyé spécial du président Nixon, Henry Kissinger, vont se rencontrer dans une villa rue Darthé, à Choisy-le-Roi, à proximité de l'école du parti avenue Gambetta. Les membres des délégations sont logés dans un hôtel de luxe, le Lutetia. Ils sont fatigués, les journalistes et les photographes les interpellent, on se bouscule dans le hall de l'hôtel. Au bout de quelques jours, ils font appel au PCF. « C'était très compliqué pour eux d'être logés dans un hôtel de luxe : « Où se réunir, où discuter, où être tranquille », me disait Nguyen Ngoc Giao, interprète auprès de la délégation du Nord. Le Vietnam est très pauvre, il fallait absolument trouver un endroit où être à l'aise, peu cher et si possible gratuit. »

L'aide prendra d'autres formes pendant les cinq années de négociations avec les Américains, de mai 1968 à janvier 1973, à Paris et Choisy-le-Roi.

Le PCF propose l'école du parti, où ils vont vivre et travailler dans de bonnes conditions et où 70 personnes mèneront cinq années de négociations. L'espace est grand, comprend la salle des cours, le dortoir, le logement d'un couple qui fait office de concierges, un parking, un espace sport composé d'un terrain de basket, de tables de ping-pong. Ils peuvent regarder des films et écouter de la musique. À l'extérieur du bâtiment, la sécurité est assurée par les autorités françaises et, à l'intérieur, par les Vietnamiens, dirigés par Nam Xoan, un haut gradé qui était la « défense rapprochée » de Hô Chi Minh lorsqu'il le conduisait en command-car dans Hanoï. Après le décès de l'Oncle Hô, le 2 septembre 1969, Nam Xoan est envoyé à Choisy-le-Roi pour assurer la sécurité de Lê Duc Tho.

Une partie des délégations vont loger dans un pavillon avenue Casanova, à Vitry-sur-Seine, et Mme Nguyen Thi Binh, « la maquisarde », membre du comité central du FNL, réside à Verrières-le-Buisson. Régulièrement, Georges Marchais, secrétaire général du parti, des membres du comité central, de nombreux élus, des délégations de la JC, des étudiants, des syndicats, des responsables d'associations rencontrent les délégations vietnamiennes de Hanoï et du maquis du Sud-Vietnam, dont la résistante Nguyen Thi Binh. Les membres des deux délégations sont invités par des familles qui habitent à Paris ou dans la région. Ils visitent la campagne, ils pique-niquent ou passent des week-ends chez des camarades... ■

DANIEL ROUSSEL

Il y a des guerres qui éclatent, que personne n'avait prévues. La guerre du Vietnam, elle, a fini ainsi. De façon imprévue.

J'ai vécu cette fin comme journaliste de *l'Humanité* à Hanoï, où tenter de dissiper le brouillard de la guerre exigeait de bonnes sources. Les trouver devait bien peu au hasard. Ainsi, deux étranges « journalistes », Hung et Vanh, se présentèrent à moi. Ils se révélèrent être en fait dirigeants du « KGB » vietnamien. À la longue, la confiance s'installant libéra leur parole et leur apport me fut très précieux. Tout comme le fut, entre autres, celui de Ngô Dinh. Officiellement directeur de la presse aux affaires étrangères, ce dernier avait un rôle occulte beaucoup plus important. Il fut l'ambassadeur proconsul au Cambodge lorsque, en 1979, les Vietnamiens mirent fin au génocide des Khmers rouges en occupant le pays.

La période clé de mon séjour à Hanoï fut évidemment celle des accords de Paris, en janvier 1973. C'est notamment des « confidences » de mes sources à cette époque que je tiens cette conviction : la chute de Saigon, en avril 1975, fut un imprévu de l'Histoire.

Tournant décisif de cette guerre, cette période fut cependant la pire qu'a vécue la population du Nord-Vietnam. En décembre, les douze jours et nuits de bombardements sur Hanoï par les B-52 avaient aggravé une situation déjà dramatique. Le Nord était à bout de souffle, le moral de sa population au plus bas. Recevant María Maluenda, grande figure du Chili d'Allende et alors son ambassadrice, le premier ministre Pham Van Dong lui confia : « Notre peuple est épaisé. Il exige de pouvoir mieux vivre. » Dans ces conditions, une issue victorieuse de la guerre semblait lointaine. Réalistes, mes interlocuteurs dressaient le tableau : « Au Sud, la situation n'est pas mûre. Thiệu a une base populaire et avec un million d'hommes, l'armée du Sud reste redoutable. Il nous faudra quelques années pour le renverser. » Ils dessinaient la stratégie à suivre : à Saigon, aider la bourgeoisie patriotique, la « troisième force » qui s'opposait à Thiệu ; augmenter la pression militaire de l'armée nord-vietnamienne, dont, au grand dam de Thiệu, la présence au Sud avait fini par être entérinée par les accords (« notre principal acquis ») ; renforcer le poids diplomatique du gouvernement révolutionnaire provisoire (le GRP, issu du Front de libération du Sud-Vietnam, créé en 1960, en fait émanation du PC vietnamien).

PARTOUT, UNE ANORMALE NORMALITÉ

Je reste donc persuadé que, lorsqu'elle est lancée début mars 1975, l'offensive nord-vietnamienne ne visait pas Saigon, mais Hué, l'ancienne capitale impériale. Le but était d'y installer le GRP et d'y ouvrir les ambassades des pays l'ayant reconnu. La débandade massive et l'écroulement de l'armée de Thiệu surprisent les dirigeants du Nord. En une nuit, ils changèrent leur plan : Saigon ! La suite est connue. Le 30 avril, Saigon tomba.



Combattants du Viêt-cong à Saigon, le 30 avril 1975. HERVÉ GLOAGUEN/GAMMA RAPHO

« J'ai vécu la fin de la guerre du Vietnam »

LIBÉRATION Correspondant permanent de *l'Humanité* durant le conflit, Alain Wasmes se trouvait dans la zone de Saigon le 30 avril 1975. Il raconte cet « imprévu de l'Histoire ».

Je fus le premier journaliste occidental, depuis 1956, à rejoindre Saigon par la route. J'y croisais le général Giap et son état-major. Je découvris ainsi les premiers lendemains de la victoire dans le Sud. Le contraste était total avec les images de chaos de fin de monde transmises par tous les médias internationaux à la veille du 30 avril. Partout dominait une anormale normalité. J'allais d'ailleurs retrouver cette impression à Saigon. Pas de checkpoints, pas de déploiement de troupes, pas même de couvre-feu. Tous les témoignages concordaient : les « bains de sang » redoutés n'avaient pas eu lieu.

Début mai, dans la ville immédiatement rebaptisée Hô Chi Minh, je retrouvais Hung et Vanh. Signe de la tension qui éclaterait en véritable guerre quatre ans plus tard, leur impératif était de « démanteler



ALAIN WASMES
Journaliste

les cellules dormantes du Parti communiste chinois ». Tout avait été si précipité dans cette phase finale qu'on avait alors l'impression que les nouvelles autorités improvisaient la gestion d'une ville qu'elles découvraient à peine. Bien qu'arborant les couleurs du GRP, c'étaient les tanks de l'Armée populaire du Nord, et non un soulèvement populaire, qui avaient « libéré » Saigon. Réalistes, les bô dôï, les soldats du Nord, estimaient que « 30 % des Saigonaïs étaient enthousiastes, 30 % indifférents et 30 % inquiets » d'une réunification placée sous l'étoile de Hanoï. Visiblement, dans

ces premiers temps, les autorités révolutionnaires évitaient de brutaliser une population qui leur échappait en partie : « Pour beaucoup, leur tête est avec nous, mais pas leur ventre », me dira Ngô Dinh.

Pour autant, l'ouverture de camps de « rééducation » n'allait pas tarder où, selon leur rôle dans le régime de Thiệu, certains allaient croupir plus d'une décennie. Les lourdes séquelles de la guerre américaine se faisaient sentir dans tous les domaines. Dans cet entre-temps émergeaient cependant certaines spécificités du Sud-Vietnam, un certain pluralisme, une ouverture économique et culturelle sur le monde. Une réalité qu'ignorait un Hanoï alors replié sur le seul camp socialiste dominé par l'URSS. Ayant combattu Thiệu, la bourgeoisie patriotique, mais aussi une partie du GRP comme des communistes sudistes auraient voulu affirmer cette spécificité dans le nouveau Vietnam socialiste.

Elle fut étouffée pour des années par la réunification hâtive voulue, en 1976, par l'aile dure de la direction communiste du Nord, qui craignit, légitimement, de perdre le contrôle de la situation. ■

ALAIN WASMES



Le 30 avril 1975,
les troupes nord-
vietnamiennes défilent
dans les rues de Saigon.

JACQUES PAVLOVSKY/CORBIS/SYGMA
VIA GETTY IMAGES